

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 95

14 janvier 2010

SOMMAIRE

Alfa Alfa International S.à r.l.	4552	Green Utility (I) Feeder SICAV-SIF	4517
Aquir S.A.	4540	Guardian SP3 S.à r.l.	4554
Aquir S.A.	4552	Hemera S.A.	4515
Asia S.A.	4531	Heracles Holding S.A.	4515
Avenir Invest S.A.	4517	HIC Group International Luxembourg ...	4542
Bee Bop S.A.	4551	Hills Japan S.à r.l.	4541
Café Europa S.à r.l.	4554	Loke SA	4553
C.A.L S.à r.l.	4541	LSF Japan Hotel Investments S.à r.l.	4542
Capinvest S.A.H.	4530	Magen S.à r.l.	4551
Cart Lux S.à r.l.	4514	Mocapa S.A.	4539
CCP Acquisition Holdings Luxco S.à r.l.	4529	Novator Telecom Finland S.à r.l.	4541
CCP Credit Acquisition Holdings Luxco S.à r.l.	4530	Orifer S.A.	4515
CCP Holdings I - End S.à r.l.	4514	RIG Investments S.à r.l. S.P.F.	4531
CIRCOR Luxembourg Holdings S.à r.l.	4541	Romanshorn S.A.	4552
Coller Iberica I S.à r.l.	4516	Shirley Investments S.à r.l.	4543
Comptaphisc & associés s.e.c.s.	4529	Sopa Investment S.A.	4554
Crystal Copper S.à r.l.	4532	Sudio International S.à r.l.	4514
Elma Finance S.A.	4541	Technology 13 S.A.	4540
Entaulux S.A.	4542	Technology 13 S.A.	4553
Entertainment Investments S.à r.l.	4553	Tonal S.A.	4540
EOI European & Overseas Investment S.à r.l.	4529	Vintage Capital S.A.	4516
ESSENTIAL Values S.à r.l.	4542	Waymade Holdings	4516
Fiyasa Immo S.A.	4542	Wonderview S.A.	4551
Gebi S.A.	4531	Yum! Franchise de Mexico	4516
Georse 4	4560	Zelaika S.A.	4543
		Z Men S.à r.l.	4515

CCP Holdings I - End S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 136.772.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique en date du 17 novembre 2009

En date du 17 novembre 2009, l'associé unique a décidé comme suit:

- d'accepter les démissions de:

* Monsieur Paul Lefering de sa fonction de Gérant de catégorie B et ce avec effet immédiat;

* Monsieur Jeffrey Harold Aronson de sa fonction de Gérant de catégorie A et ce avec effet immédiat;

- d'accepter les nominations de:

* Mademoiselle Alexandra Petitjean, née le 22 juillet 1979 à Remiremont, France, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

* Monsieur Gordon Morrison, né le 7 mai 1975 à New Jersey, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 375 Park Avenue, 10152 New York, Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 18 décembre 2009.

Pour extrait analytique conforme

Jan Willem Overheul

Gérant

Référence de publication: 2010002111/23.

(090196332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Sudio International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 108.978.

—
Lors de l'assemblée générale tenue en date du 10 décembre 2009, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de LUXROYAL MANAGEMENT S.A., avec siège social au 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, de son mandat de gérant de la société avec effet immédiat.

- Nomination de Monsieur Matthijs Bogers, avec adresse professionnelle au 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant que gérant de la société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

- Nomination de Monsieur Julien François, avec adresse professionnelle au 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant que gérant de la société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2009.

Matthijs Bogers

Gérant

Référence de publication: 2010002130/19.

(090196412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Cart Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 94.601.

—
Les comptes annuels au 30 juin 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Séverine Michel

Gérante

Référence de publication: 2010002566/11.

(090195615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Heracles Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 97.645.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HERACLES HOLDING S.A.
Société Anonyme
Société Générale Bank & Trust
Signatures

Référence de publication: 2010002563/13.

(090195604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Z Men S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 38.800,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 122.410.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Z MEN S.à r.l.
Société à Responsabilité limitée
Cedric Stébel / Gérard Becquer
Deux gérants

Référence de publication: 2010002561/14.

(090195600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Hemera S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 118.680.

RECTIFICATIF

Bilan rectificatif du bilan de la société déposé en RCS de Luxembourg le 9 juin 2009 sous le numéro L090082450.04
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010002568/12.

(090195594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Orifer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 90.622.

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

1^{er} dépôt le 06/05/2009 numéro de dépôt L090064515.04

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2009.

Richard Brekelmans
Mandataire

Référence de publication: 2010002580/14.

(090195572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Vintage Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 80.011.

Le bilan de la société au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2010002582/12.

(090195579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Coller Iberica I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 108.232.

Le bilan de la société au 31/12/2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2010002583/13.

(090195584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Waymade Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 105.086.

Le bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2009.

Waymade Holdings

Manacor (Luxembourg) S.A.

Mandataire

Signatures

Référence de publication: 2010002619/15.

(090195500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Yum! Franchise de Mexico, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 99.103.

Le bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

YUM! FRANCHISE EN MEXICO

Patrick van Denzen

Gérant A

Référence de publication: 2010002618/13.

(090195498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Avenir Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 105.372.

—
*Extrait des résolutions prises lors de
l'Assemblée générale extraordinaire le 10 décembre 2009*

- L'Assemblée accepte la démission en tant qu'administrateur de Monsieur Umberto Cerasi, employé privé, avec adresse professionnelle au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et de Monsieur Gianmarco Bergerre, employé privé, avec adresse professionnelle au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et en tant que Président et administrateur de Monsieur Aloyse May, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle 2-4, avenue Marie-Thérèse à L-2132 Luxembourg.

- L'Assemblée nomme en remplacement des administrateurs démissionnaires Madame Sandrine Pellizzari, employée privée, avec adresse professionnelle au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et Madame Mariateresa Battaglia, employée privée, avec adresse professionnelle au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et nomme en remplacement du Président et administrateur démissionnaire Madame Sonia Still, employée privée, avec adresse professionnelle au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

- L'Assemblée accepte la démission en tant que commissaire aux comptes de la société AACO (Accounting, Auditing, Consulting & Outsourcing) Sàrl ayant son siège social au 23, Val Fleuri à L-1526 Luxembourg.

- L'Assemblée nomme en remplacement du commissaire aux comptes la société H.R.T. Révision S.A. ayant son siège social au 23, Val Fleuri à L-1526 Luxembourg. Ce mandat se terminera lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Luxembourg, le 10 décembre 2009.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010002158/30.

(090195808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Green Utility (I) Feeder SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 150.035.

—
STATUTEN

Im Jahr zweitausendundneun, am achten Dezember.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Martine SCHAEFFER mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1. SAMAG, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet nach luxemburgischem Recht, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in der 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, registriert beim luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 148.967, (der Geschäftsführende Komplementär);

2. Versorgungswerk der Architektenkammer Baden-Württemberg (VWDA), eine Körperschaft des öffentlichen Rechts, mit Sitz in 70182 Stuttgart, Danneckerstrasse 52; hier vertreten durch Me Thibaut Partsch, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß privatschriftlichen Vollmachten, erteilt in Luxemburg und Strassen, am 8. Dezember 2009.

Besagte Vollmachten, die von allen erschienenen Personen und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzueichen.

Die erschienenen Parteien haben in ihrer Eigenschaft den Notar ersucht, die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft wie folgt aufzusetzen (die Satzung).

Abchnitt I - Name - Dauer - Zweck - Eingetragener Sitz

Art. 1. Name. Zwischen dem Geschäftsführenden Komplementär und den Zeichnern der Aktien sowie allen künftigen Anlegern (die Anleger) besteht eine Kommanditgesellschaft auf Aktien („société en commandite par actions“), welche gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 für spezialisierte Investmentfonds (das Gesetz von 2007) unter der Bezeichnung GREEN UTILITY (I) FEEDER SICAV-SIF (der Fonds) als Investmentgesellschaft zur Anlage in variablem Kapital (société

d'investissement à capital variable) gilt und als „fonds d'investissement spécialisé“ organisiert ist, und dem Gesetz sowie der hier vorliegenden Satzung unterliegt.

Art. 2. Dauer. Der Fonds wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 3. Zweck.

3.1. Der Zweck des Fonds im Allgemeinen ist es, das ihr zur Verfügung stehende Kapital in, gemäss Gesetz von 2007, zulässige Vermögenswerte des Master Fonds, eine in Luxemburg ansässige Investmentgesellschaft mit variablem Kapital unter der bezeichnung GREEN UTILITY SICAV-SIF (der Master Fonds), zu investieren. Die besonderen Anlageziele und Anlagerichtlinien werden in dem vom Fonds ausgegebenen Emissionsdokument in der jeweils gültigen Fassung (das Emissionsdokument) dargestellt.

3.2. Der Fonds darf grundsätzlich alle Maßnahmen ergreifen und alle Transaktionen durchführen, die er zur Erreichung und Entwicklung seines Zwecks für erforderlich hält, vorausgesetzt der Fonds beachtet die in Ziffer 3.1 dieser Satzung geregelten Beschränkungen sowie die im Gesetz von 2007 enthaltenen Bestimmungen.

Art. 4. Eingetragener Sitz.

4.1. Der eingetragene Sitz des Fonds befindet sich in der Gemeinde Hesperange im Großherzogtum Luxemburg. Zweigstellen und sonstige Vertretungen können durch Beschluss des Geschäftsführenden Komplementärs sowohl in Luxemburg als auch im Ausland gegründet werden.

4.2. Der Geschäftssitz kann durch einfachen Beschluss des Geschäftsführenden Komplementärs innerhalb von Luxemburg Stadt verlegt werden. Die Verlegung in eine andere Gemeinde des Großherzogtums bedarf einer außerordentlichen Hauptversammlung der Kommanditisten.

4.3. Sollte der Geschäftsführende Komplementär feststellen, dass außerordentliche politische, militärische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die normale Geschäftstätigkeit des Fonds an seinem eingetragenen Sitz beeinträchtigen würden, oder wenn die Kommunikation zwischen besagtem Sitz und Personen im Ausland eingestellt wird, kann der eingetragene Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außerordentlichen Umstände vollständig beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf die Nationalität des Fonds, die ungeachtet der vorübergehenden Verlegung seines eingetragenen Sitzes ein luxemburgischer Fonds bleibt.

Abschnitt II - Fondskapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 5. Fondskapital.

5.1. Das Aktienkapital des Fonds ist aufgeteilt in unbeschränkt haftende Inhaberaktien (die Inhaberaktie/n) und Stammaktien (die Stammaktie/n) und soll jederzeit dem Mindestkapital gemäß nachfolgendem Artikel 5.4. entsprechen (die Inhaberaktien und Stammaktien werden nachfolgend zusammen als die Aktien bezeichnet).

5.2. Die Inhaberaktien sind durch den Geschäftsführenden Komplementär zu zeichnen. Die Stammaktien werden qualifizierten Anlegern im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 angeboten (jeder ein Qualifizierter Anleger).

5.3. Das Anfangskapital des Fonds beläuft sich auf einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-), aufgeteilt in eine (1) Inhaberaktie und einhundertzwanzig (120) Stammaktien, die vollständig gezeichnet und voll eingezahlt sind.

5.4. Das Mindestkapital des Fonds beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-). Der Fonds muss dieses Mindestkapital innerhalb von zwölf (12) Monaten nach Zulassung des Fonds als spezialisierter Investmentfonds gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 erreicht haben.

5.5. Der Geschäftsführende Komplementär ist unbeschränkt berechtigt, jederzeit gemäß nachstehendem Artikel 6 zusätzliche Aktien zu einem vom Geschäftsführenden Komplementär festgesetzten Zeichnungspreis entsprechend dem Emissionsdokument auszugeben. Den bestehenden Anlegern muss hierbei kein Bezugsrecht zur Zeichnung der auszugebenden Aktien eingeräumt werden.

Art. 6. Form der Aktien.

6.1. Der Fonds gibt ausschließlich Namensaktien ohne Nennwert aus.

6.2. Alle ausgegebenen Namensaktien des Fonds werden im Aktienregister der Anleger (das Aktienregister) eingetragen, das von dem Geschäftsführenden Komplementär oder von einer oder mehreren hierfür von dem Geschäftsführenden Komplementär ernannten Personen geführt wird. Dieses Register enthält den Namen jedes Anlegers, seinen gegenüber der Bank angegebenen Wohnsitz sowie die Anzahl der von ihm gehaltenen Namensaktien.

6.3. Die Eintragung des Namens des Anlegers im Aktienregister belegt sein Eigentum an Aktien des Fonds. Der Fonds stellt keine Aktienzertifikate aus.

6.4. Die Übertragung von Aktien erfolgt mittels einer schriftlichen Übertragungserklärung, die im Aktienregister eingetragen und vom Übertragenden und vom Erwerber beziehungsweise von einer entsprechend bevollmächtigten Person mit Datum und Unterschrift versehen wird. Gemäß den Bestimmungen dieses Artikels 6 der vorliegenden Satzung wird jede Übertragung von Aktien im Aktienregister eingetragen. Die entsprechende Eintragung muss vom Geschäftsführenden Komplementär oder von einer anderen, vom Geschäftsführenden Komplementär hierzu bevollmächtigten Person unterzeichnet werden.

6.5. Anleger, die zum Erhalt von Aktien berechtigt sind, müssen dem Geschäftsführenden Komplementär eine Anschrift für die Zustellung sämtlicher Mitteilungen und Ankündigungen mitteilen. Die entsprechende Anschrift wird auch im Aktienregister eingetragen.

6.6. Sollte ein Anleger keine Anschrift angeben, kann der Geschäftsführende Komplementär im Aktienregister einen entsprechenden Vermerk vorsehen. Als Anschrift des betreffenden Anlegers gilt dann der eingetragene Sitz des Fonds oder jede andere Anschrift, die von dem Geschäftsführenden Komplementär gegebenenfalls eingetragen wird, bis der betreffende Anleger des Fonds eine andere Anschrift mitteilt. Ein Anleger kann seine im Aktienregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an den Geschäftsführenden Komplementär oder Fonds an seinen eingetragenen Sitz oder an jede andere Anschrift, die von dem Geschäftsführenden Komplementär gegebenenfalls festgelegt wird, ändern.

6.7. Der Geschäftsführende Komplementär erkennt nur einen Inhaber pro Aktie an. Falls sich ein oder mehrere Aktien in gemeinschaftlichem Eigentum befinden oder wenn das Eigentum an solchen Aktien strittig ist, müssen alle Personen, die einen Anspruch auf die betreffenden Aktien erheben, einen Vertreter benennen, der die betreffende Aktienbeteiligung gegenüber dem Fonds vertritt. Wird ein solcher Vertreter nicht ernannt, werden alle Rechte an den betreffenden Aktien ausgesetzt. Außerdem behält sich der Fonds bei gemeinschaftlichem Aktieneigentum das Recht vor, etwaige Rücknahmeerlöse, Dividendenausschüttungen oder sonstige Zahlungen nach ihrem alleinigen Ermessen nur an den ersten registrierten Anleger, den der Fonds als Vertreter aller gemeinschaftlichen Eigentümer ansehen kann, oder aber an alle gemeinschaftlichen Anleger gemeinsam auszuzahlen.

6.8. Der Geschäftsführende Komplementär kann die Ausgabe von Aktienbruchteilen bis zu einem Tausendstel beschließen. Solche Aktienbruchteile sind mit keinem Stimmrecht verbunden, sind aber zur Teilhabe am Nettovermögen des Fonds pro rata berechtigt.

6.9. Dividendenausschüttungen erfolgen gegebenenfalls an die Anleger per Banküberweisung oder per Scheck, der an die im Aktienregister angegebene Anschrift geschickt wird.

Art. 7. Ausgabe von Aktien.

7.1. Der Geschäftsführende Komplementär kann die Ausgabe von Aktien an bestimmte Bedingungen knüpfen (einschließlich, aber nicht beschränkt auf, die Unterzeichnung von Zeichnungsdokumenten und der Bereitstellung von Informationen, die der Geschäftsführende Komplementär für angemessen hält) und ein Mindestzeichnungsvolumen festlegen. Der Geschäftsführende Komplementär kann ebenfalls eine Zeichnungsgebühr erheben, und hat das Recht, auf diese Zeichnungsgebühr ganz oder teilweise zu verzichten. Alle Bedingungen, an die die Ausgabe von Aktien geknüpft ist, sind dem Emissionsdokument zu entnehmen.

7.2. Der Ausgabepreis der auszugebenden Aktien richtet sich nach den Bestimmungen im Emissionsdokument, zuzüglich eines Ausgabeaufschlags zugunsten des Fonds, dessen Höhe vom Geschäftsführenden Komplementär festgelegt und im Emissionsdokument aufgeführt ist.

7.3. Die Zahlung erfolgt gemäß den vom Geschäftsführenden Komplementär im Emissionsdokument festgelegten Bedingungen und Fristen.

7.4. Der Fonds kann gemäß den Bestimmungen im Emissionsdokument und den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere unter Einhaltung der Verpflichtung zur Erstellung eines Bewertungsberichts durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer des Fonds, einen "réviseur d'entreprises agréé", als Gegenleistung für Sacheinlagen in Form von Vermögenswerten und/oder Wertpapieren, Aktien ausgeben.

7.5. Anträge, die vor Ablauf der vom Geschäftsführenden Komplementär festgelegten Zeichnungsfrist bei dem Fonds oder bei seinen ordnungsgemäß ernannten Vertretern eingehen, werden gemäß den vom Geschäftsführenden Komplementär festgelegten Bedingungen und Fristen bearbeitet.

7.6. Der Geschäftsführende Komplementär kann jedes ordnungsgemäss bevollmächtigte Mitglied des Geschäftsführenden Komplementärs, jede Führungskraft, jeden Angestellten oder jeden sonstigen entsprechend bevollmächtigten Vertreter mit der Annahme der Zeichnungen, der Entgegennahme der Zahlungen für die neu auszugebenden Aktien und ihrer Aushändigung beauftragen.

Art. 8. Rücknahme und Rückkauf von Aktien.

8.1. Vorbehaltlich anderweitiger Regelungen im Emissionsdokument ist die Rücknahme von Aktien grundsätzlich möglich. Eine Rücknahme erfolgt nur auf Antrag des Anlegers in Übereinstimmung mit dem Emissionsdokument.

8.2. Der Fonds kann beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile des Fonds einseitig zurückzukaufen, um eingezahltes und frei gewordenes Kapital an alle Anleger zurückzuführen. Der Rückkaufpreis wird durch den Geschäftsführenden Komplementär im Einklang mit den Regelungen im Emissionsdokument festgelegt.

8.3. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Anleger und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital des Fonds.

8.4. Rücknahmen, Rückkäufe und Auszahlungen des Rücknahmebzw. Rückkaufpreises dürfen nicht erfolgen, wenn infolgedessen das Kapital des Fonds unter das nach luxemburgischem Recht geforderte Mindestkapital fallen würde.

Art. 9. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien.

9.1. Aktien an dem Fonds sind sachkundigen Anlegern, und vorwiegend institutionellen Anlegern, im Sinne des Gesetzes von 2007, vorbehalten. Darüber hinaus kann der Geschäftsführende Komplementär nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass der Fonds in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird.

Zu diesem Zweck kann der Fonds:

- a. die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktienregister verweigern,
- b. Aktien zwangsweise zurücknehmen,
- c. bei Versammlungen der Anleger Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien des Fonds zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

9.2. Aktien am Fonds können grundsätzlich ohne Einschränkungen jederzeit frei übertragen werden, vorausgesetzt, der Erwerber ist ein Institutioneller Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007.

Art. 10. Nettoinventarwert.

10.1. Bewertungsregeln

Das Kapital des Fonds lautet auf Euro („€“). Der Nettoinventarwert des Fonds berechnet sich ebenfalls in Euro.

Vorbehaltlich anderweitiger Regelungen im Emissionsdokument wird der Ausgabe- und Rücknahmepreis jeder Aktie an jedem Bewertungsstichtag in der Basiswährung berechnet und am Sitz des Fonds zur Verfügung gestellt.

Sofern nicht anderweitig im Emissionsdokument vorgesehen gilt als Bewertungsstichtag der letzte Tag eines jeden Quartals. Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag in Luxemburg sein, wird der Nettoinventarwert pro Aktie am letzten Bankarbeitstag desselben Quartals in Luxemburg berechnet.

Die Errechnung des Ausgabepreises einer Aktie entspricht dem Wert des dazugehörigen Fondsvermögens abzüglich der anteiligen Fondsverbindlichkeiten (inklusive aller erfolgsbezogenen Vergütungen) an einem Bewertungsstichtag, wobei dieser Betrag durch die Zahl der umlaufenden Aktien geteilt wird. Der Ausgabepreis ist innerhalb von fünf (5) Bankarbeitstagen nach Mitteilung des Beteiligungsbetrags zahlbar.

Die Errechnung des Rücknahmepreises einer Aktie entspricht dem Wert des Fondsvermögens abzüglich der anteiligen Fondsverbindlichkeiten.

Der Nettoinventarwert pro Aktie wird ermittelt, indem die Gesamtsumme des Fondsvermögens durch die Zahl der umlaufenden Aktien geteilt wird.

Der Geschäftsführende Komplementär beruft sich auf die Bewertungsverfahren des Master Fonds. Er kann sich ohne Übernahme weiterer Pflichten oder Vornahme weiterer Rückfragen (außer im Falle offensichtlicher Unstimmigkeiten) auf die Bewertungen berufen, die vom oder in Bezug auf den Master Fonds vorgenommen wurden.

Folgende Bewertungsgrundsätze kommen auf der Ebene des Master Fonds für jegliche Bewertungen von Anlagen zum Zeitwert (Fair Value) direkt zur Anwendung und somit auf der Ebene des Fonds zu indirekter Anwendung. Dabei werden:

- a. Beteiligungen in Infrastrukturanlagen anhand der DCF-Methode, die im einzelnen mit dem Wirtschaftsprüfer abgestimmt wird, bewertet.
- b. Nichtbörsennotierte Unternehmensbeteiligungen (i.e., Private Equity-Anlagen) nach den jeweils gültigen Bewertungsrichtlinien (Valuation Guidelines) der European Private Equity & Venture Capital Association (EVCA) bewertet.
- c. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem Geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;
- d. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern der Fonds zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können, und ansonsten zum wahrscheinlichen Realisierungswert;
- e. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;
- f. flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- g. Festgelder zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- h. der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zu deren jeweiligem Nettoliquidationswert bewertet, wie er gemäß den Richtlinien der Hauptverwaltungsstelle auf einer konsistenten für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandt wird; der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, auf Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Termingeschäfte oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Termingeschäft oder eine Option an einem Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag von der Hauptverwaltungsstelle in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt;

i. Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse notiert oder an einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden und deren Restlaufzeit bei Erwerb weniger als neunzig (90) Tage beträgt, grundsätzlich zu Amortisierungskosten bewertet, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird;

j. Zinsswaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet;

k. sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem von der zentralen Verwaltungsstelle auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist;

l. nicht auf die Basiswährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu den zuletzt im Interbankenmarkt festgestellten und verfügbaren Devisenreferenzkursen in die Basiswährung des Fonds umgerechnet; wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem von der Hauptverwaltungsstelle festgelegten Verfahren bestimmt;

m. Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagezertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten;

n. Investmentanteile an OGAW (Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere) und/oder OGA (Organismen für gemeinsame Anlagen) des offenen Typs zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet;

o. Anteile an OGAW/OGA des geschlossenen Typs sowie an Beteiligungsgesellschaften werden grundsätzlich zum Verkehrswert bewertet, es sei denn, an einem Bilanzstichtag liegt eine voraussichtlich dauerhafte Wertminderung vor. Dann ist eine Abschreibung auf den niedrigeren Wert vorzunehmen, der die Wertminderung berücksichtigt. Ein niedriger Wertansatz darf nicht beibehalten werden, wenn die Gründe dafür nicht mehr bestehen;

Der Zeitwert (Fair Value) jeder Anlage des Fonds wird mindestens einmal pro Jahr ausgehend von den verfügbaren Informationen der Zentralen Verwaltungsstelle oder des Verwalters oder Beraters des Master Fonds neu festgelegt.

Am Ende jedes Berichtszeitraums (gemäß der Festlegung der Zeiträume im Emissionsdokument) muss der Zeitwert jedes Vermögenswertes des Fonds neu festgelegt und gegebenenfalls unter Berücksichtigung folgender Vorgaben angepasst werden:

a. Aktualisierung des letzten verfügbaren Nettoinventarwertes, der vom Verwalter oder Berater des Master Fonds vorgelegt wird

b. Cashflows während des Berichtszeitraums; und

c. Wechselkurs, sofern vorhanden, am Ende des Berichtszeitraums.

Vermögenswerte, die in einer anderen Währung als der Basiswährung oder in Euro ausgedrückt werden, werden auf der Grundlage des am betreffenden Bewertungsstichtag geltenden Wechselkurses umgerechnet. Falls kein Wechselkurs zur Verfügung steht, wird der Wechselkurs gutgläubig vom Geschäftsführenden Komplementär oder gemäß den vom Geschäftsführenden Komplementär vorgegebenen Verfahren festgelegt.

Der Geschäftsführende Komplementär kann nach eigenem Ermessen und in gutem Glauben die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode zulassen, wenn er davon ausgeht, dass diese Bewertung den Zeitwert eines beliebigen Vermögenswertes des Fonds besser zum Ausdruck bringt.

Alle Bewertungsregeln und Wertermittlungen müssen in Übereinstimmung mit den allgemein in Luxemburg zugelassenen Buchhaltungsgrundsätzen ausgelegt und durchgeführt werden.

Der Fonds behält sich das Recht vor, die Ermittlung des Nettoinventarwertes unter den im untenstehenden Artikel 11 dargelegten Umständen auszusetzen.

Sollten die Kurse oder Wertermittlung bestimmter von dem Fonds gehaltenen Vermögenswerte für die Ermittlung des Nettoinventarwertes pro Aktie nicht verfügbar sein, kann jeder dieser Kurse oder Wertermittlung durch den letzten bekannten Kurs (vorausgesetzt dieser letzte bekannte Kurs ist repräsentativ) oder durch die letzte Wertermittlung, wie vom Geschäftsführenden Komplementär festgelegt, ersetzt werden.

Bei der Ermittlung des Wertes der Vermögenswerte des Fonds bezieht sich die zentrale Verwaltungsstelle auf die Information, die ihr aus diversen Quellen vorliegen (einschließlich Verwalter und Berater des Master Fonds). Die zentrale Verwaltungsstelle ist nicht für die Richtigkeit der Angaben aus diesen Quellen verantwortlich.

In Bezug auf Anlagen in OGA jedoch, und unter Berücksichtigung der geltenden Sorgfaltspflichten und Due Diligence-Standards, kann die zentrale Verwaltungsstelle Bewertungen zugrunde legen, die vom Geschäftsführenden Komplementär und/oder von einem oder mehreren vom Geschäftsführenden Komplementär hierzu ordnungsgemäß befugten Spezialisten und/oder von den betreffenden Quellen/Verwaltern des Master Fonds bereitgestellt wurden.

In Fällen, in denen eine oder mehrere Quellen der zentralen Verwaltungsstelle zur Bewertung eines wichtigen Teils der Vermögenswerte des Fonds nicht zur Verfügung stehen, ist die zentrale Verwaltungsstelle berechtigt, den Nettoinventarwert nicht zu berechnen, und demzufolge möglicherweise nicht in der Lage, die Ausgabe- und Rücknahmepreise festzulegen. Der Geschäftsführende Komplementär muss in diesem Fall von der zentralen Verwaltungsstelle unverzüglich informiert werden. Der Geschäftsführende Komplementär kann dann entscheiden, die Ermittlung des Nettoinventarwertes gemäß dem im Artikel 11 erläuterten Verfahren auszusetzen.

Der Geschäftsführende Komplementär hält mindestens alle sechs (6) Monate Versammlungen ab, um die Angemessenheit der auf der Ebene des Master Fonds vorgenommenen Bewertungen zu prüfen und diese bei den Versammlungen zu bestätigen. Die bei diesen Versammlungen getroffenen Beschlüsse werden protokolliert.

Der Fonds kann für die den Anlegern oder anderen Personen entstehenden Verluste nicht in die Haftung genommen werden, wenn solche Verluste mit Fehlern in der Berechnung des Nettoinventarwertes zusammenhängen, die auf Ungenauigkeiten in den Informationen vom Master Fonds und/oder von unabhängigen Dritten, die vom Master Fonds bestellt wurden, zurückzuführen sind.

10.2. Kalkulation des Nettoinventarwertes:

- Aktien des Fonds, die gemäß Artikel 9 der Satzung zurückgenommen werden sollen, gelten bis unmittelbar nach dem vom Geschäftsführenden Komplementär festgelegten Bewertungsstichtag als vorhanden und berücksichtigt; ab diesem Zeitpunkt gilt ihr Preis als Verbindlichkeit des Fonds, bis sie durch den Fonds bezahlt werden;

- Von dem Fonds auszugebende Aktien gelten ab dem Ausgabedatum als ausgegeben; ab diesem Zeitpunkt und bis zum Erhalt durch den Fonds gilt ihr Preis als Verbindlichkeit gegenüber dem Fonds;

- Alle Anlagen, Barguthaben und sonstigen Vermögenswerte, die auf andere Währungen lauten als diejenigen, in denen der Nettoinventarwert berechnet wird, werden nach Berücksichtigung des auf dem größten geregelten Markt für den betreffenden Vermögenswert am Handelstag vor dem Bewertungsstichtag gültigen Wechselkurses bewertet;

10.3. Wenn sich der Fonds an einem beliebigen Bewertungsstichtag verpflichtet hat:

- Einen beliebigen Vermögenswert zu erwerben, wird der Wert des für den betreffenden Vermögenswert zu entrichtende Kaufpreis als Verbindlichkeit des Fonds, und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes als Vermögenswert des Fonds ausgewiesen;

- Einen beliebigen Vermögenswert zu verkaufen, wird der Wert des für den betreffenden Vermögenswert zu erhaltenden Kaufpreises als Vermögenswert des Fonds ausgewiesen, und der auszuliefernde Vermögenswert nicht in das Fondsvermögen einbezogen;

- Ist der genaue Wert oder die genaue Art des betreffenden Kaufpreises oder Vermögenswertes zum Bewertungsstichtag nicht bekannt, wird dieser Wert vom Geschäftsführenden Komplementär geschätzt.

Art. 11. Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes. Der Fonds kann die Berechnung des Nettoinventarwertes sowie die Ausgabe und Rücknahme und Umtausch der Aktien zeitweilig aussetzen, wenn und solange Umstände vorliegen, die dies erfordern und sofern die Einstellung und Berücksichtigung der Interessen der Anleger gerechtfertigt ist, insbesondere:

- a. wenn (mit Ausnahme von gewöhnlichen Feiertagen oder den an Wochenenden üblichen Ruhetagen) eine oder mehrere Börsen oder Märkte, welche für einen wesentlichen Teil des Vermögens des Master Fonds die Bewertungsgrundlage bilden oder wenn eine oder mehrere ausländischen Devisenmärkte in der Währung, auf die ein wesentlicher Teil des Vermögens des Master Fonds lautet, aus anderen als den vorstehenden Gründen geschlossen sind oder der dortige Handel beschränkt oder ausgesetzt wird;

- b. wenn als Folge außergewöhnlicher, außerhalb der Verantwortung und Kontrolle des Geschäftsführenden Komplementärs liegenden Gründen die Veräußerung oder Bewertung von Anlagen, die einen wesentlichen Teil des Fondsvermögens oder des Vermögens des Master Fonds ausmachen, unmöglich wird;

- c. wenn aufgrund von Beschränkungen des Devisenverkehrs die Geschäfte für den Fonds oder den Master Fonds nicht zu den normalen Wechselkursen erfolgen können oder wenn der Wert der Vermögenswerte nicht wirksam ermittelt werden kann;

- d. während eines Ausfalles der üblichen Kommunikationsmittel, die normalerweise zur Ermittlung des Kurses oder des Wertes der Anlagen oder der aktuellen Börsenkurse verwendet werden;

- e. falls aus anderen Gründen der Nettoinventarwert des Fonds oder des Master Fonds nicht in der geforderten Schnelligkeit und Genauigkeit berechnet werden kann;

- f. während eines Zeitraums, in dem der Fonds nicht dazu in der Lage ist, Gelder zu repatriieren (z.B. wenn der Master Fonds aus unbeeinflussbaren Gründen keine Ausschüttungen oder Rücknahme ermöglichen), die benötigt werden, um Zahlungen für die Rücknahme der Aktien zu leisten, oder in dem die Gelder aus der Veräußerung oder für den Erwerb von Anlagen oder Zahlungen für die Rücknahme von Anteilen nach Ansicht des Geschäftsführenden Komplementärs nicht zu normalen Wechselkursen überwiesen werden können;

- g. während eines Zeitraums, in dem nach Ansicht des Geschäftsführenden Komplementärs ungewöhnliche Umstände herrschen, unter denen es unmöglich ist oder unfair gegenüber den Inhabern wäre, den Handel mit den Aktien fortzusetzen;

- h. während eines Zeitraums, in dem nach Ansicht des Geschäftsführenden Komplementärs unzureichende liquide Mittel die Rücknahme von Aktien unmöglich machen. Anleger, welche einen Rücknahmeantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt;

- i. wenn die Auflösung des Fonds beschlossen wurde.

Der Fonds hat den Anlegern die Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes, sofern diese länger als drei (3) Bankarbeitstage andauert, unverzüglich in angemessener Weise mitzuteilen.

Während einer solchen Aussetzung des Handels werden keine Aktien ausgegeben oder zurückgenommen. Nach Möglichkeit werden alle angemessenen Maßnahmen ergriffen, um einen Aussetzungszeitraum so rasch wie möglich zu beenden.

Während der Dauer der Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes dürfen Anleger ihre Zeichnungsaufträge und Rücknahmeanträge zurückziehen. Nicht zurückgezogene Zeichnungsaufträge und Rücknahmeanträge werden mit den bei Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes festgestellten Ausgabepreisen abgerechnet.

Abschnitt III - Verwaltung und Aufsicht

Art. 12. Der Geschäftsführende Komplementär.

12.1. Der Fonds untersteht der Verwaltung des Geschäftsführenden Komplementärs, bei dem es sich immer um einen voll haftenden Anleger des Fonds handelt (*associé gérant commandité*) und der persönlich und gesamtschuldnerisch mit dem Fonds für sämtliche Verbindlichkeiten haftet, die aus den Vermögenswerten des Fonds nicht bestritten werden können. Die Anleger können ihre Mitgliedschaftsrechte nur im Rahmen der Hauptversammlung ausüben und nicht auf eine andere Art und Weise.

12.2. Gemäß der in dieser Satzung bestimmten Einschränkungen:

(a) ist der Geschäftsführende Komplementär mit den umfassenden Vollmachten ausgestattet, um den Fonds im Interesse der Anleger entsprechend den Bedingungen der vorliegenden Satzung und den Luxemburger Gesetzen und Verordnungen zu verwalten und um alle Rechte und Pflichten auszuüben, welche mittelbar oder unmittelbar mit dem Fondsvermögen zusammenhängen; und

(b) der Geschäftsführende Komplementär hat in seinem alleinigen Ermessen das volle und alleinige Recht, die Befugnis und Legitimation jegliche Aufgaben des Fonds wahrzunehmen und alles Erforderliche zur Erreichung des Zwecks des Fonds im Sinne des Artikel 3 dieser Satzung zu veranlassen. Er ist insbesondere verantwortlich für die Geschäftsführung und Leitung des Fonds, insbesondere für das Anlagetagesgeschäft des Fonds, die Investitionsentscheidungen, sowie die Verfolgung der Investitionsziele einschließlich der Umsetzung der Anlagepolitik. Des Weiteren kann der Geschäftsführende Komplementär Techniken und Instrumente in Bezug auf übertragbare Sicherheiten, Währungen oder andere Kapitalanlagen im Zusammenhang mit deren Investitionspolitik oder einer effizienten Portfolioverwaltung anwenden.

12.3. Gegenüber Dritten wird der Fonds durch die alleinige Unterschrift, des Geschäftsführenden Komplementärs, handelnd durch eine oder mehrere Unterzeichnungsbevollmächtigte oder durch die einzelne oder gemeinschaftliche Unterzeichnung anderer Personen, an welche diese Befugnis durch den Geschäftsführenden Komplementär in seinem Ermessen übertragen wurde, wirksam verpflichtet.

12.4. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich kraft Gesetzes oder gemäß dieser Satzung der Hauptversammlung zugewiesen werden, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführenden Komplementärs. Dem Geschäftsführenden Komplementär steht ein Vetorecht gegen sämtliche Entscheidungen der Hauptversammlung zu, die die Rechte des Fonds gegenüber Dritten betreffen oder durch die die Satzung geändert wird.

Art. 13. Rücktritt des Geschäftsführenden Komplementärs.

13.1. Der Geschäftsführende Komplementär ist nicht befugt während den ersten fünf (5) Jahren seit Auflegung des Fonds zu kündigen. Setzt der Geschäftsführende Komplementär nach den fünf (5) Jahren sein Amt fort, so verlängert sich seine Amtszeit automatisch um weitere drei (3) Jahre.

13.2. Der Geschäftsführende Komplementär kann als Geschäftsführer des Fonds nur dann zurücktreten, wenn er für seine Rechtsnachfolge einen Nachfolger bestimmt hat und er die Genehmigung dieses Nachfolgers durch die Hauptversammlung in Form eines bestätigenden Abstimmungsergebnisses der Anleger die mehr als fünfzig (50) Prozent der ausgegebenen Aktien halten und zur Abstimmung berechtigt sein müssen, einholt.

13.3. Falls kein Nachfolger innerhalb von drei (3) Monaten nach der Verkündung der Kündigung durch den Geschäftsführenden Komplementär bestimmt wird, wird der Geschäftsführende Komplementär eine Generalversammlung einberufen um über die Liquidation des Fonds zu entscheiden.

Art. 14. Amtsenthebung des Geschäftsführenden Komplementärs.

14.1. Der Geschäftsführende Komplementär kann bei einer Hauptversammlung aus seinem Amt entfernt werden durch:

(a) bestätigenden Beschluss der Anleger, die mehr als achtzig (80) Prozent der stimmberechtigten Aktien halten.

Dabei kann ein derartiger Amtsenthebungsbeschluss nur in folgenden Fällen verabschiedet werden:

(i) Betrug, grobe Fahrlässigkeit, bösgläubiges Handeln, vorsätzlicher Verstoß oder rücksichtslose Nichtbeachtung des Geschäftsführenden Komplementärs im Hinblick auf seine Pflichten hinsichtlich des Fonds, wobei die entsprechende Feststellung einer solchen Tatsache in jedem Fall einem zuständigen Gericht obliegt; oder

(ii) der Geschäftsführenden Komplementär wird als zahlungsunfähig erklärt, ihm wird ein Zahlungsaufschub gewährt oder er wird aufgelöst;

(b) bestätigenden Beschluss der Anleger, die mehr als achtzig (80) Prozent der stimmberechtigten Aktien halten in einer Hauptversammlung, welche innerhalb von drei (3) Monaten nach dem fünften (5.) Jahrestag und nachfolgend an jedem dritten (3.) Jahrestag abgehalten wird. In diesem Fall steht dem Geschäftsführenden Komplementär kein Einspruchsrecht zu. Dieser darf nur seine Meinung in Bezug auf den ge-fassten Beschluss gegenüber den Komplementären äußern.

14.2. Im Falle der Amtsenthebung des Geschäftsführenden Komplementärs wird die Hauptversammlung durch bestätigenden Beschluss der Anleger welche über fünfzig (50) Prozent der stimmberechtigten Aktien halten einen Nachfolger bestimmen.

14.3. Eine derartige Amtsenthebung tritt durch Umsetzung eines für den Rechtsberater des Fonds zufriedenstellenden Vertrages in Kraft, in dessen Rahmen der Nachfolger des Geschäftsführenden Komplementärs dessen Rechte und Pflichten gegenüber dem Fonds gemäß dieser Satzung mit Wirkung ab seiner Bestellung übernimmt und durch den die Bezeichnung des Fonds, soweit dies vom Geschäftsführende Komplementär gefordert wird, zu ändern ist.

Art. 15. Weitere Konsequenzen eines Rücktritts oder einer Amtsenthebung des Geschäftsführenden Komplementärs.

15.1. Wird ein Rücktritt oder eine Amtsenthebung des Geschäftsführenden Komplementärs gemäß Artikel 14 oder 15 bestandskräftig, enden umgehend sämtliche Beratungs- oder Vermittlungsverträge welche er eingegangen ist sowie jegliche Rechte und Pflichten des Geschäftsführenden Komplementärs, wobei wie folgt gilt:

(a) der Geschäftsführende Komplementär hat, gemäß dieser Satzung, bis zum Datum des Inkrafttretens des Rücktritts oder der Amtsenthebung einen Anspruch auf Auszahlung seiner Vergütung und von Rückerstattungen; und

(b) der ausscheidende Geschäftsführende Komplementär hat, gemäß dieser Satzung, in seiner Funktion als Geschäftsführender Komplementär, weiterhin einen Anspruch auf Zahlung von Entschädigungen hinsichtlich aller Angelegenheiten die vor dem Rücktritt oder der Amtsenthebung eingetreten sind und übernimmt gegenüber dem Fonds keine Haftung als Geschäftsführender Komplementär für die Angelegenheiten, die nach Rücktritt oder Amtsenthebung eintreten.

Art. 16. Eigenständige Verbindlichkeiten des Geschäftsführenden Komplementärs.

16.1. Der Geschäftsführende Komplementär verpflichtet sich hiermit, dass er zu allen Zeiten ordnungsgemäß und fristgerecht seine eigenständigen und privaten gegenwärtigen und zukünftigen Schulden und Verpflichtungen zahlen bzw. leisten wird, die ihm als Schuldner und nicht in seiner Funktion als Geschäftsführender Komplementär des Fonds entstehen und dass er den Fonds und die Anleger sowie deren persönliche Vertreter, Vermögen und von daraus entstehenden Ersatzpflichten schadlos halten wird sowie von den dadurch entstehenden Verbindlichkeiten, Klagen, Verfahren, Kosten, Forderungen und Ansprüchen freihalten wird.

Art. 17. Übertragung von Befugnissen.

17.1. Der Geschäftsführende Komplementär kann jegliche ihm zustehenden Befugnisse im Hinblick auf die täglichen Geschäfte und die Führung des Fonds im Rahmen der täglichen Geschäfte sowie seine Befugnisse zur Durchführung von Handlungen zur Förderung des Zweckes des Fonds, Vollmachten (einschließlich der Befugnis als Unterschriftenbevollmächtigter des Fonds zu handeln) oder Ermessensfreiheiten (einschließlich der Erfüllungspflichten und Delegierungsbefugnisse) an andere Personen (auch an verbundene Unternehmen) auf die von ihm als angemessen betrachtete Weise und unter den von ihm als angemessen betrachteten Bedingungen übertragen.

17.2. Der Geschäftsführende Komplementär kann somit Führungskräfte, einschließlich Geschäftsführer und stellvertretende Geschäftsführer sowie weitere Führungskräfte ernennen, wenn ihm dies für den Betrieb und die Verwaltung des Fonds notwendig erscheint. Diese Bestellungen können von ihm jederzeit widerrufen werden. Sofern in der vorliegenden Satzung nichts anderes bestimmt ist, besitzen die Führungskräfte die Rechte und Pflichten, die ihnen vom Geschäftsführenden Komplementär erteilt werden.

17.3. Der Geschäftsführende Komplementär kann außerdem weitere Handlungsbevollmächtigte bestellen, bei denen es sich nicht um Mitglieder des Geschäftsführenden Komplementärs handeln muss und die mit von ihm festgelegten Befugnissen ausgestattet werden.

17.4. Der Geschäftsführende Komplementär kann von Zeit zu Zeit einen oder mehrere Investmentmanager, Berater und/oder einen Beirat bzw. Beiräte bilden, die aus Mitgliedern des Geschäftsführenden Komplementärs und/oder externen Personen gebildet werden, auf welche er entsprechende Vollmachten und Funktionen übertragen kann.

17.5. Der Geschäftsführende Komplementär bestimmt den Umfang der Befugnisse, Pflichten und der Vergütung (falls gegeben) ihrer Manager, Berater und Beiräte, die Dauer ihrer Einsetzung und sonstige relevante Bedingungen im Zusammenhange mit der Einsetzung gemäß den näheren im Emissionsdokument enthaltenen Bestimmungen.

Art. 18. Interessenskonflikte.

18.1. Kein Vertrag oder sonstige Transaktion zwischen dem Fonds und jeder anderen Gesellschaft oder Firma kann dadurch beeinträchtigt oder ungültig gemacht werden, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Führungskräfte des Geschäftsführenden Komplementärs an dieser anderen Gesellschaft oder Firma beteiligt oder Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Führungskraft oder Mitarbeiter dieser anderen Gesellschaft oder Firma sind. Kein Verwaltungsratsmitglied oder jede Führungskraft des Geschäftsführenden Komplementärs, der bzw. die als Verwaltungsratsmitglied, Führungskraft oder Mitarbeiter einer anderen Gesellschaft oder Firma tätig ist, mit der der Fonds Verträge abschließt oder anderweitig Geschäfte tätigt, darf auf Grund seines / ihrer Zugehörigkeit zu der anderen Gesellschaft oder Firma

daran gehindert werden, über Angelegenheiten im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder anderen Geschäften zu beraten und darüber abzustimmen, oder diesbezüglich tätig zu werden.

18.2. Sollte ein Verwaltungsratsmitglied oder eine Führungskraft des Geschäftsführenden Komplementärs ein Interesse an einer Transaktion des Fonds haben, die im Widerspruch zu den Interessen des Fonds steht, muss das betreffende Verwaltungsratsmitglied bzw. die Führungskraft den Geschäftsführenden Komplementär diesen Interessenkonflikt melden und darf sich nicht an den Beratungen oder Abstimmungen über die betreffende Transaktion beteiligen. Der diesbezügliche Interessenkonflikt des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds bzw. der Führungskraft muss der nächsten Versammlung der Anleger mitgeteilt werden.

18.3. Der in diesem Artikel verwendete Begriff „Interessenskonflikt“ versteht sich ausschließlich im Verhältnis zu oder im Interesse bezüglich Angelegenheiten, Positionen oder Transaktionen, in welche der Initiator, ein Investmentmanager, Berater, Beiräte, die Depotbank oder andere Personen, Gesellschaften oder juristische Personen involviert sind, die von Zeit zu Zeit vom Geschäftsführenden Komplementär nach dessen Ermessen festgelegt werden.

Art. 19. Haftung der Verwaltungsratsmitglieder des Geschäftsführenden Komplementärs.

19.1. Der Fonds kann jedes Verwaltungsratsmitglied des Geschäftsführenden Komplementärs, jede Führungskraft oder jedes Ausschussmitglied und seine Erben, Testamentsvollstrecker und Nachlassverwalter von zumutbaren Kosten freistellen, die diesen Personen in ihrer Eigenschaft als derzeitiges oder früheres Verwaltungsratsmitglied, als Führungskraft oder Ausschussmitglied des Fonds bzw. einer beliebigen anderen Gesellschaft, deren Gesellschafter oder Gläubiger der Fonds ist und von deren Seite keinerlei Anspruch auf Entschädigung besteht, im Zusammenhang mit einer Klage, einem Rechtsstreit oder Gerichtsverfahren entstehen. Ausgenommen sind solche Angelegenheiten, in denen die vorgenannten Personen in Bezug auf eine solche Klage, einen Rechtsstreit oder ein Gerichtsverfahren auf Grund von grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz haften. Bei einem Vergleich wird eine Freistellung nur für unter den Vergleich fallende Vorgänge gewährt, in deren Zusammenhang der Fonds von seinem Rechtsberater bestätigt wird, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat.

19.2. Der Geschäftsführende Komplementär kann beschließen, dass Kosten, die einem Verwaltungsratsmitglied, einer Führungskraft des Geschäftsführenden Komplementärs oder einem Ausschussmitglied gemäß diesem Artikel tatsächlich entstehen, dem freizustellenden Verwaltungsratsmitglied oder der Führungskraft im voraus zu zahlen sind, vorausgesetzt, das betreffende Verwaltungsratsmitglied bzw. die Führungskraft erstattet die vorgestreckten Beträge zurück, wenn abschließend festgestellt wird, dass bei der betreffenden Angelegenheit nicht mit der für eine Freistellungserteilung erforderlichen und gebotenen Sorgfalt gehandelt wurde.

19.3. Der vorstehende Freistellungsanspruch schließt andere Rechte nicht aus, auf die ein Verwaltungsratsmitglied oder eine Führungskraft des Geschäftsführenden Komplementärs möglicherweise Anspruch hat.

Art. 20. Abschlussprüfer.

20.1. Der im Geschäftsbericht des Fonds enthaltene Jahresabschluss wird von einem oder mehreren Abschlussprüfer (n) ("réviseur d'entreprises agréé") geprüft, der vom Geschäftsführenden Komplementär bestellt und von dem Fonds vergütet wird.

20.2. Der Abschlussprüfer hat sämtliche gesetzlich vorgeschriebenen Pflichten zu erfüllen.

Abschnitt IV - Hauptversammlungen

Art. 21. Repräsentation.

21.1. Die Hauptversammlung vertritt sämtliche Anleger des Fonds. Ihre Beschlüsse sind für alle Anleger des Fonds bindend. Ihr steht die Befugnis zur Anordnung, Durchführung oder Ratifizierung sämtlicher Tätigkeiten zu, welche im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit des Fonds stehen, wobei dem Geschäftsführenden Komplementär hierbei ein Einspruchsrecht zusteht.

Art. 22. Jahreshauptversammlungen der Anleger.

22.1. Die Jahreshauptversammlung wird gemäß dem Luxemburger Recht am eingetragenen Geschäftssitz des Fonds oder aber an einem anderen in der Einladung genannten Ort am jeweils ersten Dienstag des Monats Mai um 10:00 Uhr vormittags abgehalten. Sofern es sich bei diesem Tag nicht um einen Geschäftstag handeln sollte, findet diese Jahreshauptversammlung am darauf folgenden Geschäftstag statt.

Art. 23. Hauptversammlungen der Anleger.

23.1. Die Hauptversammlung wird vom Geschäftsführenden Komplementär einberufen. Darüber hinaus ist der Geschäftsführende Komplementär dazu verpflichtet, eine Hauptversammlung innerhalb einer Frist von einem (1) Monat einzuberufen, wenn dies von Anlegern, die mindestens einzehntel (1/10) des Kapitals vertreten, schriftlich unter Angabe der Tagesordnung gefordert wird.

23.2. Weitere Hauptversammlungen können an den in den jeweiligen Einberufungen genannten Orten und zu den dort genannten Zeiten abgehalten werden.

23.3. Die Anleger versammeln sich nach Aufruf des Geschäftsführenden Komplementärs in Form einer Einberufung, in der die Tagesordnung genannt ist und die per Einschreiben mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung an jeden Anleger an dessen im Aktienregister angegebene Anschrift versendet wird. Die Tagesordnung wird vom Geschäftsfüh-

renden Komplementär festgelegt, es sei denn, die Versammlung findet aufgrund schriftlicher Einberufung durch die Anleger statt; in diesem Fall kann der Geschäftsführende Komplementär eine zusätzliche Tagesordnung erstellen.

23.4. Sind sämtliche stimmberechtigte Anleger persönlich oder durch Vertretung anwesend und befinden, dass sie ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnungspunkte informiert worden sind, so kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Einberufung tagen.

23.5. Die bei Hauptversammlungen behandelten Themen beschränken sich auf die in der Tagesordnung festgesetzten Punkte (wozu auch alle kraft Gesetzes erforderlichen Themen gehören) sowie sämtliche mit ihnen verbundenen geschäftlichen Angelegenheiten.

23.6. Jede Aktie verleiht gemäß luxemburgischem Gesetz und der vorliegenden Satzung Anspruch auf eine (1) Stimme. Nur ganze Aktien sind stimmberechtigt.

23.7. Ein Anleger kann sich bei der Hauptversammlung aufgrund einer schriftlich erteilten Vollmacht durch eine andere Person, bei der es sich nicht um einen Anleger handeln muss, vertreten lassen. Die Vollmacht muss mindestens fünf (5) Tage vor der Hauptversammlung am Sitz des Fonds hinterlegt werden.

23.8. Soweit nicht anderweitig durch Gesetz oder diese Satzung vorgesehen, werden die Beschlüsse der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden und abgegebenen Stimmen verabschiedet. Beschlüsse der Hauptversammlung sind jedoch nur mit Zustimmung des Geschäftsführenden Komplementärs wirksam.

23.9. Sofern gesetzlich oder in der vorliegenden Satzung nichts anders bestimmt ist, werden Beschlüsse der Hauptversammlung der Anleger mit der einfachen Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger gefasst.

Abschnitt V - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 24. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt jedes Jahr am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember desselben Jahres.

Art. 25. Geschäftsbericht.

25.1. Der Geschäftsführende Komplementär erstellt für den Fonds einen geprüften Jahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg.

25.2. Der Geschäftsführende Komplementär erstellt jährlich eine Bilanz mit einer Gewinn- und Verlustrechnung sowie eine Bestandsaufnahme, welche die Werte der Aktiva und Passiva des Fonds auflistet, mit einem Zusatz, welcher die Verpflichtungen und Verbindlichkeiten der leitenden Angestellten, Direktoren und gesetzlichen Abschlussprüfer gegenüber dem Fonds zusammenfasst.

25.3. Jeder Anleger kann die Bestandsaufnahme und die Bilanz am Sitz des Fonds einsehen.

25.4. Spätestens sechs (6) Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht der Geschäftsführende Komplementär einen geprüften Jahresbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

Art. 26. Ausschüttungen.

26.1. Ausschüttungen erfolgen gemäß der im Emissionsdokument dargelegten Rangfolge der Zahlungen unter Bezugnahme auf die vom Master Fonds erhaltenen Gesamterträge (Zinsen, Dividenden oder sonstige Positionen). Die Hauptversammlung der Anleger legt auf Vorschlag des Geschäftsführenden Komplementärs innerhalb der gesetzlich vorgeschriebenen Grenzen fest, wie die Gewinne des Fonds, sofern vorhanden, verwendet werden. Sie kann gegebenenfalls Dividenden ausweisen, wenn das Kapital des Fonds nicht unter das festgelegte Mindestkapital fällt.

Der Geschäftsführende Komplementär kann zu jeder Zeit gemäß der vorliegenden Satzung und den Bestimmungen im Emissionsdokument Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Die Ausschüttung von freier Liquidität aus der Anlagentätigkeit des Fonds kann unabhängig von realisierten oder unrealisierten Verlusten oder Gewinnen erfolgen, vorausgesetzt, dass nach der Ausschüttung der Nettoinventarwert des Fonds mindestens dem nach luxemburgischem Recht geforderten Mindestkapital entspricht.

26.2. Ausschüttungen erfolgen in Euro zu dem Zeitpunkt und an dem Ort, die vom Geschäftsführenden Komplementär festgelegt werden.

26.3. Der Fonds strebt eine langfristig stabile Wertentwicklung an. Ziel ist es, eine jährliche Dividende von mindestens sechs (6) Prozent auf Basis des Nettoinventarwertes pro Aktie auszuschütten.

Der Geschäftsführende Komplementär kann die erwirtschafteten Dividenden an die Anleger ausschütten oder diese Erträge thesaurieren. Über einen Zeitraum von bis zu zwei (2) Jahren nach Auflegung des Fonds werden sämtliche Erträge thesauriert. Ab dem dritten (3.) Jahr sollen Dividenden auf der Basis des bis dahin erarbeiteten Nettoinventarwertes ausgeschüttet werden.

26.4. Die vom Geschäftsführenden Komplementär vorzuschlagenden Dividendenausschüttungen unterliegen der Entscheidung der jährlichen Hauptversammlung der Anleger. Die Zahlung der Dividenden wird unmittelbar nach der jährlichen Hauptversammlung durchgeführt. Beschlüsse über Zwischenausschüttungen bedürfen keiner Beschlussfassung der Hauptversammlung.

26.5. Auf eine von dem Fonds ausgewiesene und von ihm dem Begünstigten zur Verfügung gestellte Dividende werden keine Zinsen gezahlt.

26.6. Der Fonds wird keine Reinvestition vornehmen. Der Master Fonds kann allerdings auf Reinvestitionen zurückgreifen.

26.7. Eventuelle Ausschüttungen erfolgen auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen und ausschüttungsberechtigten Aktien.

26.8. Eine ausgewiesene, aber nicht ausgeschüttete Dividende für eine Aktie kann vom Inhaber der betreffenden Aktie nach Ablauf eines Zeitraums von fünf (5) Jahren nach der entsprechenden Benachrichtigung nicht mehr beansprucht werden, außer wenn der Geschäftsführende Komplementär auf diesen Zeitraum verzichtet oder ihn für alle Aktien verlängert hat. Nach Ablauf dieses Zeitraums fällt die betreffende Dividende wieder an den Fonds zurück. Der Geschäftsführende Komplementär ist befugt, gegebenenfalls alle erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen und diese Maßnahmen im Auftrag des Fonds zu genehmigen, um die entsprechende Rückführung an den Fonds abzuschließen.

Art. 27. Depotbank.

27.1. Im gesetzlich erforderlichen Umfang schließt der Fonds mit einer von der CSSF zugelassenen Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg, welche den Bestimmungen des Gesetzes von 2002 und 2007, eine Depotbankvereinbarung ab (die Depotbank).

27.2. Die Funktion der Depotbank, sowie ihre Pflichten und Zuständigkeiten richten sich nach dem Gesetz von 2002, dem Depotbankvertrag, dieser Satzung sowie dem Emissionsdokument.

27.3. Sollte die Depotbank den Wunsch haben, sich aus den Geschäften mit dem Fonds zurückzuziehen, so muss der Geschäftsführende Komplementär sich nach Kräften bemühen, innerhalb von zwei (2) Monaten einen Nachfolger für die Depotbank zu finden.

27.4. Der Geschäftsführende Komplementär kann den Vertrag mit der Depotbank kündigen. Die Hauptversammlung kann den Geschäftsführenden Komplementär anweisen, den Vertrag mit der Depotbank zu kündigen. Die Depotbank darf nicht entlassen werden, bevor ein Nachfolger für sie ernannt wurde.

Art. 28. Zusammenlegung / Teilung von Aktien. Der Geschäftsführende Komplementär kann Aktien zusammenlagern oder teilen. Die Anleger werden über jeden Beschluss bezüglich der Zusammenlegung oder Teilung spätestens einen (1) Monat vor Inkrafttreten einer solchen Zusammenlegung oder Teilung unterrichtet. Eine Beantragung einer Rücknahme ist in diesem Falle nicht gegeben.

Eine solche Zusammenlegung oder Teilung kann ebenfalls durch Beschluss der Hauptversammlung erfolgen. Der Beschluss einer solchen Versammlung kann mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger ohne das Erfordernis eines Quorums gefasst werden.

Art. 29. Auflösung.

29.1. Der Fonds kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Anleger aufgelöst werden, für den die in Artikel 14 der vorliegenden Satzung genannten Anforderungen im Hinblick auf Beschlussfähigkeit und Mehrheit gelten.

29.2. Sollte das Fondskapital unter zwei Drittel des in Artikel 5 der vorliegenden Satzung genannten Mindestkapitals fallen, ist die Frage der Auflösung des Fonds vom Geschäftsführenden Komplementär an die Hauptversammlung der Anleger zu richten. Die Hauptversammlung der Anleger, für die keine Beschlussfähigkeit erforderlich ist, entscheidet mit der einfachen Stimmenmehrheit der bei der Versammlung anwesenden und vertretenen Aktien.

29.3. Die Hauptversammlung der Anleger muss sich ebenfalls mit der Auflösung des Fonds befassen, wenn das Fondskapital unter ein Viertel des in Artikel 5 der vorliegenden Satzung genannten Mindestkapitals fällt. In diesem Fall findet die Hauptversammlung der Anleger ohne Vorschriften im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit statt, und die Auflösung kann mit den Stimmen der Anleger beschlossen werden, die ein Viertel der bei dieser Versammlung vertretenen Aktien besitzen.

29.4. Die Hauptversammlung ist derart einzuberufen, dass sie innerhalb eines Zeitraums von vierzig (40) Tagen ab Feststellung der Tatsache, dass das Nettovermögen des Fonds unter zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden muss.

29.5. Die Auflösung des Fonds erfolgt durch einen oder mehrere Insolvenzverwalter (bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handeln kann), welche von der Versammlung der mit der Auflösung betrauten Anleger ernannt werden. Diese Versammlung legt auch die Vollmachten und die Vergütung der Insolvenzverwalter fest. Die Auflösung erfolgt gemäß den gesetzlichen Vorschriften.

29.6. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Geschäftsführenden Komplementärs wird der Fonds mit dem Datum der Beschlussfassung über die Auflösung bis zur Durchführung des Auflösungsbeschlusses keine Aktien des Fonds mehr ausgeben oder zurücknehmen.

29.7. Der Reinerlös aus der Auflösung ist an die Anleger nach Maßgabe des Besitzes an den Aktien des Fonds auszubahlen.

29.8. Alle Auflösungserlöse, die nach der Auflösung nicht an ihre Begünstigten ausgeschüttet werden können, werden während eines Zeitraums von sechs (6) Monaten bei der Depotbank hinterlegt. Nach Ablauf dieses Zeitraums werden die entsprechenden Vermögenswerte im Namen der Anspruchsberechtigten bei der „Caisse de Consignation“ hinterlegt.

29.9. Beträge, die nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist aus dieser Verwahrung gefordert werden, können gem. den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts verfallen.

Art. 30. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann jederzeit durch eine Hauptversammlung der Anleger geändert werden, die den Anforderungen des Gesetzes von 1915 in der derzeit geltenden Fassung im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit entspricht. Der Geschäftsführende Komplementär hat jedoch ein Einspruchsrecht bezüglich der gefassten Beschlüsse.

Art. 31. Allgemeine Feststellung. Im Maskulinum verwendete Begriffe umfassen das Femininum. Angaben in Bezug auf Personen oder Anleger gelten auch für Unternehmen, Personengesellschaften, Verbände und andere organisierte eingetragene oder nicht eingetragene Personengruppen.

Art. 32. Geltendes Recht. Für sämtliche Angelegenheiten, die nicht in vorliegender Satzung geregelt werden, sind das luxemburgische Gesetz von 1915 sowie das Gesetz von 2007 in den jeweils gültigen Fassungen maßgeblich.

Vorübergehende Bestimmungen

1. Das erste (1.) Geschäftsjahr beginnt mit dem Datum der Gründung des Fonds und endet am 31. Dezember 2010.
2. Die erste (1.) Jahreshauptversammlung der Anleger findet 2011 statt.

Zeichnung von Aktien und Zahlung

Das Zeichnungskapital des Fonds wird wie folgt gezeichnet:

- 1) SAMAG, bereits benannt, zeichnet eine (1) Inhaberaktie.

Insgesamt: Euro 256,20

- 2) VWDA, bereits benannt, zeichnet einhundertzwanzig (120) Stammaktien. Insgesamt: Euro 30.743,80

Die Aktien wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass der Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) jetzt dem Fonds frei zur Verfügung steht.

Der unterzeichnende Notar bestätigt die Begleichung für die Zeichnungen über einen Betrag von insgesamt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-).

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen oder Aufwendungen in beliebiger Form, die von dem Fonds bei seiner Gründung zu tragen sind, werden auf rund zweitausenddreihundert Euro (EUR 2.300,-) geschätzt.

Hauptversammlung der Anleger

Die vorstehend genannten Personen, die das vollständig gezeichnete Kapital vertreten und sich ordnungsgemäß als einberufen betrachten, haben unverzüglich eine Hauptversammlung abgehalten.

Nachdem die ordnungsgemäße Einberufung der Versammlung bestätigt wurde, wurden die nachstehenden Beschlüsse einstimmig verabschiedet:

Erster Beschluss

Der eingetragene Sitz des Fonds befindet sich in 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange.

Die vorliegende notarielle Urkunde wurde an dem zu Beginn dieses Dokuments angegebenen Tag in Luxemburg erstellt.

Nachdem die vorliegende Urkunde den Erschienenen, dem Notar mit Vor- und Nachnamen, Wohnanschrift und Personenstand bekannten Personen verlesen wurde, wurde die Originalausfertigung dieser Urkunde von den genannten Parteien gemeinsam mit dem unterzeichnenden Notar unterschrieben.

Signé: T. Partsch et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 décembre 2009. Relation: LAC/2009/53789. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Référence de publication: 2010001990/640.

(090195587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

EOI European & Overseas Investment S.à rl., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 64.337.730,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 80.581.

—
- Le mandat de réviseur d'entreprise de la société PRICEWATERHOUSECOOPERS, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, venant à échéance lors de l'Assemblée Générale de 2004 n'a pas été renouvelé.

Fait à Luxembourg, le 14 décembre 2009.

Certifié sincère et conforme
EOI EUROPEAN & OVERSEAS INVESTMENT S.à r.l.
A. RENARD / J.-R. BARTOLINI
Gérant / Gérant

Référence de publication: 2010002297/15.

(090195577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Comptaphisc & associés s.e.c.s., Société en Commandite simple.

R.C.S. Luxembourg B 132.219.

—
Par la présente, nous dénonçons le siège social de Comptaphisc & associés s.e.c.s. RC B 132.219 14 chemin des Douaniers à L-9647 DONCOLS dès ce 17 décembre 2009.

Rombach, le 17 décembre 2009.

La Fiduciaire Sofirom Sàrl
SOFIROM SA
Route de Bigonville, 18
L-8832 ROMBACH-MARTELANGE
LATOIR Claire

Référence de publication: 2010002216/14.

(090195863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

CCP Acquisition Holdings Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 134.128.

—
Extrait des résolutions des associés en date du 17 novembre 2009

En date du 17 novembre 2009, les associés ont décidé comme suit:

- d'accepter les démissions de:

* Monsieur Paul Lefering de sa fonction de Gérant de catégorie B et ce avec effet immédiat;

* Monsieur Jeffrey Harold Aronson de sa fonction de Gérant de catégorie A et ce avec effet immédiat;

- d'accepter les nominations de:

* Mademoiselle Alexandra Petitjean, née le 22 juillet 1979 à Remiremont, France, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

* Monsieur Gordon Morrison, né le 7 mai 1975 à New Jersey, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 375 Park Avenue, 10152 New York, Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 18 décembre 2009.

Pour extrait analytique conforme
Jan Willem Overheul
Gérant

Référence de publication: 2010002112/23.

(090196325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

CCP Credit Acquisition Holdings Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 138.981.

—
Extrait des résolutions des associés en date du 17 novembre 2009

En date du 17 novembre 2009, les associés ont décidé comme suit:

- d'accepter les démissions de:

* Monsieur Paul Lefering de sa fonction de Gérant de catégorie B et ce avec effet immédiat;

* Monsieur Jeffrey Harold Aronson de sa fonction de Gérant de catégorie A et ce avec effet immédiat;

- d'accepter les nominations de:

* Mademoiselle Alexandra Petitjean, née le 22 juillet 1979 à Remiremont, France, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

* Monsieur Gordon Morrison, né le 7 mai 1975 à New Jersey, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 375 Park Avenue, 10152 New York, Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 18 décembre 2009.

Pour extrait analytique conforme

Jan Willem Overheul

Gérant

Référence de publication: 2010002113/23.

(090196318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Capinvest S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 112.893.

—
*Extrait des résolutions prises lors de
l'Assemblée générale extraordinaire le 10 décembre 2009*

- L'Assemblée accepte la démission en tant qu'administrateur de Monsieur Umberto Cerasi, employé privé, avec adresse professionnelle au 8-10 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et de Monsieur Gianmarco Bergerre, employé privé, avec adresse professionnelle au 8-10 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et en tant que Président et administrateur de Monsieur Aloyse May, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle 2-4 avenue Marie-Thérèse à L-2132 Luxembourg.

- L'Assemblée nomme en remplacement des administrateurs démissionnaires Madame Sandrine Pellizzari, employée privée, avec adresse professionnelle au 8-10 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et Madame Mariateresa Battaglia, employée privée, avec adresse professionnelle au 8-10 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et nomme en remplacement du Président et administrateur démissionnaire Madame Sonia Still, employée privée, avec adresse professionnelle au 8-10 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

- L'Assemblée accepte la démission en tant que commissaire aux comptes de la société BDO Compagnie Fiduciaire S.A. ayant son siège social au 2 avenue Charles de Gaulle à L-1653 Luxembourg.

- L'Assemblée nomme en remplacement du commissaire aux comptes la société BDO Audit S.A. ayant son siège social au 2 avenue Charles de Gaulle à L-1653 Luxembourg. Ce mandat se terminera lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Luxembourg, le 10 décembre 2009.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010002159/30.

(090195799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Gebi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 108.844.

—
*Extrait des résolutions prises lors
du Conseil d'administration du 16 décembre 2009*

- Le Conseil d'administration prend acte de la démission de Monsieur Aloyse May, avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 2-4, avenue Marie Thérèse à L-2132 Luxembourg de son mandat de Président et d'administrateur avec effet immédiat.

- Le Conseil d'administration décide de coopter en remplacement Madame Sandrine Pellizzari, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Pour extrait conforme
Pour la Société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2010002164/20.

(090195752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Asia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 116.550.

—
*Extrait des résolutions prises lors de
l'Assemblée générale extraordinaire le 11 décembre 2009*

- L'Assemblée accepte la démission en tant qu'administrateur de Monsieur Umberto Cerasi, employé privé, avec adresse professionnelle au 8-10 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et en tant que Président et administrateur de Monsieur Aloyse May, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle 2-4 avenue Marie-Thérèse à L-2132 Luxembourg.

- L'Assemblée nomme en remplacement des administrateurs démissionnaires Madame Sandrine Pellizzari, employée privée, avec adresse professionnelle au 8-10 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et nomme en remplacement du Président et administrateur démissionnaire Madame Mariateresa Battaglia, employée privée, avec adresse professionnelle au 8-10 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Luxembourg, le 11 décembre 2009.

Pour extrait conforme
Pour la Société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2010002166/22.

(090195738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

RIG Investments S.à r.l. S.P.F., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12-14, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 132.152.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Frank Walenta.

Référence de publication: 2010002471/11.

(090195957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Crystal Copper S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 150.056.

—
STATUTES

In the year two thousand and nine, on the third day of December.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appears:

Waterside Financial Ltd, a company incorporated under the laws of British Virgin Islands, having its registered office at Skelton Building, Main Street, P.O. Box 3136, Road Town, Tortola, British Virgin Islands.

The founder is here represented by Mrs. Solange Wolter, private employee, professionally residing at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The beforesaid proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such party has requested the notary to draw up the following by-laws of a "société à responsabilité limitée" which it declares to incorporate.

Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the law of August 10th, 1915 on commercial companies, including its article 209, and the present articles of incorporation.

At any moment, a sole shareholder may join with one or more joint shareholders and, in the same way, the following shareholders may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company. As long as the Company remains with one sole shareholder, he exercises the powers devolved to the General Meeting of shareholders.

Art. 2. The Company's name is "Crystal Copper S.à r.l.".

Art. 3. The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration

of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

Capital - Shares

Art. 8. The Company's capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand and five hundred Euro), represented by 12,500 (twelve thousand and five hundred) shares of EUR 1 (one Euro) each.

Art. 9. Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

Art. 10. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the co-ordinate law on trading companies.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

Management

Art. 11. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. The board of managers shall choose from among its members a chairman, but who shall not have a casting vote. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be represented vis-à-vis third parties and bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of any of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager (including by way of representation). In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by any one of the managers or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager acting together (including by way of representation).

Art. 12. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

Art. 13. Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

Shareholders decisions

Art. 14. Shareholders decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

Art. 15. Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of August 10th, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

Financial year - Balance sheet

Art. 16. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 17. Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 18. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of Incorporation.

The excess is distributed among the shareholders. However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve and interim dividends if any, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Winding-up - Liquidation

Art. 20. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Applicable law

Art. 21. The laws here above mentioned in article 1st shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitory measures

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on December 31, 2009.

Subscription - Payment

All the 12,500 (twelve thousand and five hundred) shares representing the capital have been entirely subscribed by Waterside Financial Ltd, prenamed, and fully paid up in cash, therefore the amount of EUR 12,500 (twelve thousand and five hundred) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,200.-.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined duration:

Class A manager:

- Mrs Yannick Poos, private employee born on 19th April 1968 In Libramont, Belgium with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

Class B manager:

- Mr. Franck Doineau, born on 15th August 1969 in la Guerche de Bretagne, France, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

In accordance with article eleven of the by-laws, the company shall be bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager.

2) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with Us, the Notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le troisième jour de décembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Comparaît:

Waterside Financial Ltd, une société de droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Skelton Building, Main Street, P.O. Box 3136, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques.

Fondateur ici représenté par Madame Solange Wolter, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, en ce compris l'article 209, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la société. Aussi

longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

Art. 2. La dénomination de la société sera "Crystal Copper S.à r.l."

Art. 3. L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cents Euro), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de EUR 1 (un Euro) chacune.

Art. 9. Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont élus et révoqués par une simple décision prise à la majorité par l'assemblée générale des associés, laquelle détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont élus pour une durée indéterminée. Les gérants pourront être réélus et leur nomination pourra être révoquée avec ou sans raison (ad nutum) à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Le Conseil de gérance choisira un président parmi ses membres, mais qui n'aura pas de voix prépondérante. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion du conseil de gérance pourra être tenue uniquement par l'intermédiaire d'une conférence téléphonique. La participation ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation physique à une telle réunion ou à la

tenue d'une réunion en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Une convocation écrite à toute réunion du conseil de gérance devra être donnée aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance quant à la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les raisons de l'urgence devront être mentionnées dans la convocation. La convocation pourra être omise en cas d'accord de chaque gérant donné par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas nécessaire pour la réunion d'un conseil qui se tiendra à l'heure et au lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés pourra décider de nommer des gérants de deux classes différentes, les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants devra être dûment enregistrée avec le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants devront être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises par un vote favorable pris à la majorité des gérants de la Société (y inclus par voie de représentation). Cependant, au cas où l'assemblée générale des associés aurait nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B), toute résolution du conseil de gérance ne pourra être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des gérants, y inclus au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui pourra être représenté).

Le conseil de gérance pourra également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie de circulaires exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'intégralité formera les documents circulaires prouvant une fois dûment exécutés l'existence de la résolution. Les résolutions des gérants, y inclus les résolutions circulaires, pourront être certifiées ou un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de tout gérant.

La Société sera représentée et engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle d'un seul gérant, le cas échéant, et en cas d'un conseil de gérance, par la signature individuelle de chacun des gérants, étant entendu cependant que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un gérant de classe A et de classe B (y inclus par voie de représentation). Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs de signature ont été délégués par un ou plusieurs gérants ou, en cas de classes de gérants, par un gérant de classe A et un gérant de classe B, agissant ensemble (y inclus par voie de représentation).

Art. 12. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société indemniserà tout gérant et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais, dommages, coûts et indemnités raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de gérants, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils auraient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas où la Société serait informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

Art. 13. Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

Décisions des associés

Art. 14. Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

Art. 15. Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 16. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 17. Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

Art. 18. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde est à la disposition des associés.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par les gérants duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaire le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Loi applicable

Art. 21. Les lois mentionnées à l'article 1^{er}, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2009.

Souscription - Libération

Les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites par Waterside Financial Ltd, prénommée, et ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents Euro) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

4539

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ EUR 1.200,-.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Gérant de classe A:

- Madame Yannick Poos, employée privée, née le 19 avril 1968 à Libramont, Belgique, dont l'adresse professionnelle est au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Gérant de classe B:

- Monsieur Franck Doineau, employé privé né le 15 août 1969 à la Guerche de Bretagne, France dont l'adresse professionnelle est au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Conformément à l'article 11 des statuts, la Société se trouvera engagée par la signature conjointe d'un gérant de classe A et de classe B.

2) Le siège social de la Société est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 14 décembre 2009. Relation: LAC/2009/54005. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2010001978/398.

(090196257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Mocapa S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 108.773.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires tenue en date du 16 décembre 2009 que:

- la démission de la société FIDUCIAIRE MARC MULLER S.à r.l., ayant son siège social au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de ses fonctions de Commissaire aux comptes de la société a été acceptée.

- M. Stefan LORETZ, employé privé, né le 27.03.1980 et demeurant professionnellement au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a été nommé aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société.

Le mandat du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2013.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010002129/21.

(090196424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Aquir S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 77.712.

Le bilan au 31 décembre 2000 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2009.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signatures

Référence de publication: 2010002462/12.

(090196052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Tonal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 125.505.

*Extrait des résolutions prises lors
du Conseil d'administration du 16 décembre 2009*

- Le Conseil d'administration prend acte de la démission de Monsieur Aloyse May, avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 2-4, avenue Marie-Thérèse à L-2132 Luxembourg de son mandat de Président et d'administrateur avec effet immédiat.

- Le Conseil d'administration décide de coopter en remplacement Madame Sandrine Pellizzari, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010002169/20.

(090195688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Technology 13 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 119.947.

Suite au transfert de siège de la société TECHNOLOGY 13 S.A. avec prise d'effet au 28 janvier 2008, il est porté à la connaissance de tous que l'adresse professionnelle de Madame Nathalie Mager et de Madame Tonini-Di Vito Helena, agissant en tant qu'administrateur, a été modifiée et se situe à compter de cette date au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Le Conseil d'administration se compose dès lors comme suit:

- Madame Helena Tonini-Di Vito, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, administrateur,

- Madame Nathalie Mager, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, administrateur,

- Monsieur Pierfrancesco Ambrogio, employé privé, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, administrateur.

Luxembourg, le 18 décembre 2009.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010002176/22.

(090195603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Novator Telecom Finland S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 162.500,00.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 108.214.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 décembre 2009. Signature.

Référence de publication: 2010002545/11.

(090195654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

CIRCOR Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 111.571.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CIRCOR LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2010002532/13.

(090195628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

C.A.L S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8443 Steinfort, 14, Square Général Patton.

R.C.S. Luxembourg B 110.781.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 décembre 2009. Signature.

Référence de publication: 2010002527/10.

(090195853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Elma Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8411 Steinfort, 8A, rue des Carrières.

R.C.S. Luxembourg B 97.934.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 décembre 2009. Signature.

Référence de publication: 2010002528/10.

(090195855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Hills Japan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 141.117.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 décembre 2009. Signature.

Référence de publication: 2010002529/10.

(090195621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

LSF Japan Hotel Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 110.547.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2009.

Signature.

Référence de publication: 2010002530/10.

(090195623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

ESSENTIAL Values S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 140.580.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ESSENTIAL Values S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2010002534/13.

(090195633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Fiyasa Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 66.628.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/12/2009.

Signature.

Référence de publication: 2010002539/10.

(090195644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

HIC Group International Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 58.744.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010002540/10.

(090195647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Entaulux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 71.712.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Signature.

Référence de publication: 2010002541/10.

(090195649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Zelaika S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 129.320.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/12/09.

Signature.

Référence de publication: 2010002538/10.

(090195642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Shirley Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 150.052.

STATUTES

In the year two thousand and nine, on the eighth of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the company established in the city of Monrovia, Liberia under the denomination of "SHIRLEY INVESTMENTS INC.", and having its registered office in Liberia incorporated under the laws of Liberia on September 23, 1993, registered under number C - 72393.

The meeting begins with Mr Raymond THILL, "maître en droit", with professional address at L-1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo, being in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mrs Isabel DIAS, private employee, with professional address at 1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo.

The meeting elects as scrutineer Mrs Sylvie DUPONT, private employee, with professional address in L-1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo.

The Chairman then states that:

I. It appears that the two shareholders of the Company representing the total capital are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on its agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, all the persons present or represented at the meeting having agreed to meet after examination of the agenda.

II. The agenda of the meeting is worded as follows:

1.- Acknowledgement and confirmation of resolutions adopted by a general shareholders meeting of the Company held on November 5, 2009;

2.- Transfer of the Company's registered office to Luxembourg, and change of the nationality of the Company, at the present time of Liberian nationality, to a company of Luxembourg nationality, without prior dissolution of the company;

3.- Approval of the balance sheet and opening patrimonial statement of the Company henceforth of Luxembourg nationality, all the assets and all the liabilities of the Company previously of Liberian nationality, remaining, without limitation, in their entirety in the ownership of the Luxembourg company which will continue to own all the assets and will continue to assume all the liabilities and commitments of the Company previously of Liberian nationality;

4.- Total restating of the Articles of Association of the Company for the purpose of its transfer and continuation in the Grand Duchy of Luxembourg under the name of "SHIRLEY INVESTMENTS INC." and under the form of a "société à responsabilité limitée";

5.- Confirmation of the establishment of the registered office at L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl;

6.- Appointment of the managers;

7.- Miscellaneous.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting passed, after deliberation, the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The General Meeting acknowledges the resolutions of a General Meeting of the Shareholders held on November 5, 2009, at which all of the Shareholders of the Company were present or represented, all of the resolutions at such previous General Meeting having been passed by separate polls and unanimous votes, and by which such General Meeting the shareholders, among others, decided to transfer the registered office of the Company from the City of Monrovia, Liberia, to the Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg, and at which meeting it was resolved and acknowledged, in accordance with corporate and civil Law of Liberia, as well as companies and civil Law of the Grand Duchy of Luxembourg,

that such transfer of registered office shall take place and be implemented without dissolution and without any kind of liquidation of the Company.

The General Meeting therefore formally confirms such former resolution, thereby resolving to decide on the other items on the agenda of this meeting in accordance with such prior resolutions.

Second resolution

The General Meeting decides the transfer of the registered office of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg and the change of the nationality of the Company, at the present time of Liberian nationality, to a company of Luxembourg nationality, without prior dissolution of the company.

Third resolution

The General Meeting approves the opening patrimonial statement of the Company henceforth of Luxembourg nationality, specifying all the patrimonial values as well as all the items of Liberian Company's financial statements as of November 4, 2009 and states that all the assets and all the liabilities of the Company previously of Liberian nationality, without limitation, remain in their entirety in the ownership of the Luxembourg Company which continues to own all the assets and continues to assume all the liabilities and commitments of the Company previously of Liberian nationality.

Said financial statements, after signature *ne varietur* by the parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Fourth resolution

The General Meeting resolves to adopt for the Company the form of a limited liability company ("société à responsabilité limitée"), as provided for under the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, under the name of "SHIRLEY INVESTMENTS S.à r.l." and to adopt new Articles of Association of the Company, which after total restating, in order to conform them to the Luxembourg law, will henceforth have the following wording:

Art. 1. Form. There is established by the appearing parties a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation.

Art. 2. Name. The Company will exist under the name of "SHIRLEY INVESTMENTS S.à r.l."

Art. 3. Object. The corporation may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

The corporation may furthermore carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to companies in which the corporation has a participating interest, any support, loans, advances or guarantees.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time by decision of the single partner or pursuant to a resolution of the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 5. Registered Office. The registered office is established in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the management.

The management may establish subsidiaries and branches where it deems useful, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Art. 6. Capital. The capital is set at twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) represented by two (2) shares quotas of a par value of six thousand two hundred and fifty euro (6,250.- EUR) each.

Art. 7. Amendment of the capital. The capital may at any time be amended by decision of the single partner or pursuant to a resolution of the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 8. Rights and duties attached to the shares. Each share quota entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of partners.

If the Company is composed of a single partner, the latter exercises all powers which are granted by law and the articles of incorporation to all the partners.

Ownership of a share quota carries implicit acceptance of the articles of incorporation of the Company and the resolutions of the single partner or the general meeting of partners.

The creditors or successors of the single partner or of any of the partners may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the Company's inventories and the resolutions of the single partner or the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares.

10.1. Transfer of shares quotas when the Company is composed of a single partner:

The single partner may transfer freely its shares quotas.

10.2. Transfer of shares quotas when the Company is composed of several partners:

The shares quotas may be transferred freely amongst partners.

The shares quotas can be transferred by living persons to non-partners only with the authorization of the general meeting of partners representing at least three-quarters of the capital.

Art. 11. Formalities. The transfer of shares quotas must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal.

Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

Art. 12. Redemption of shares quotas. The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the law.

Art. 13. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a partner. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single partner or any of the partners does not put the Company into liquidation.

Art. 14. Management. The Company is managed and administered by one or several managers, whether partners or not.

Each manager is appointed for a limited or unlimited duration by the single partner or by the general meeting of the partners.

While appointing the manager(s), the single partner or the general meeting of the partners sets their number, the duration of their tenure and, as the case may be, the powers and competence of the managers.

The single partner or, as the case may be, the general meeting of the partners may decide to remove a manager, with or without cause. Each manager may as well resign. The single partner or the partners decide upon the compensation of each manager.

Art. 15. Special majority matters. The manager(s) may not adopt any resolution regarding the sale or acquisition of subsidiaries without the affirmative vote of the sole partner, or as the case may be, by the affirmative vote of more than fifty per cent (50%) of the shares present or represented at the general meeting of partners.

Art. 16. Powers. Each manager has the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company, whatever the nature or size of the operation, provided that it falls within the object of the Company. He has the social signature and is empowered to represent the Company in court either as plaintiff or defendant.

Art. 17. Events affecting the manager. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as its resignation or removal for any cause does not put the Company into liquidation.

Creditors, heirs and successors of a manager may in no event have seals affixed on the assets and documents of the Company.

Art. 18. Liability of the manager. No manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. It is only liable for the performance of its duties.

Art. 19. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the individual signature of any manager or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the managers, but only within the limits of such power.

Art. 20. General meeting of partners.

20.1. If the Company is composed of one single partner, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of partners. Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10th, 1915, are not applicable to that situation.

20.2. If the Company is composed of several partners, the decisions of the partners are taken in a general meeting of partners or by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the management to the partners by registered mail.

In this latter case, the partners are under the obligation to, within a delay of fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Art. 21. Decisions. The decisions of the single partner or of the general meeting of partners are documented in writing, recorded in a register and kept by the management at the registered office of the Company. The votes of the partners and the power of-attorneys are attached to the minutes.

Art. 22. Financial year. The financial year begins on the first day of January and ends on the thirty-first day of December.

Art. 23. Balance-sheet. Each year, on the thirty-first day of December, the accounts are closed, the management draws up an inventory of assets and liabilities, the balance-sheet and the profit and loss account, in accordance with the law.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole partner or, as the case may be, to the general meeting of partners for approval.

Each partner or its attorney-in-fact may peruse the financial documents at the registered office of the Company within a time period of fifteen days preceding the deadline set for the general meeting of partners.

Art. 24. Allocation of profits. The balance of the profit and loss account, after deduction of overhead, depreciation and provisions is the net profit of the financial year.

Five percent of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation will no longer be mandatory when the reserve amounts to ten percent of the capital.

The remaining profit is allocated by decision of the single partner or pursuant to a resolution of the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 25. Dissolution, liquidation. In the case of dissolution of the Company, for any cause and at any time, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the single partner or by the general meeting of partners of the partners, as the case may be, who will set the powers and compensation of the liquidator(s).

Art. 26. Matters not provided. All matters not provided for by the present articles are determined in accordance with applicable laws."

Valuation certificate

It results from a valuation certificate established by the sole director that the net value of the company is at least EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro) and that the real estate which is its property are not mortgaged nor subject to any right or restriction to sell.

Payment

Among the assets of the Company is also a real estate situated in Greece comprising a building plot located in "Avlaki", Municipality of Spetses Island, valued at EUR 503,312.40 (value of the balance).

The shares in the Company are divided between the two shareholders in the following manner:

Maria Thalia Carras	1 sharequota
Iannis Carras	1 sharequota
Total: two share quotas	2 sharequotas

Transitory provisions

1) The first financial year after the continuation of the Company in Luxembourg, which began on November 4, 2009, in Liberia, shall end on December 31, 2009.

2) The first annual General Meeting of shareholders under Luxembourg law shall be held in 2010.

Fifth resolution

The General Meeting confirms the establishment of the registered office at L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, with immediate effect.

Sixth resolution

The General Meeting resolves to set the number of managers at one and appoints for an unlimited duration:

Me Alberto Francisco BAUER, "Avocat au Barreau de Genève", born on June 14, 1949 in Rio de Janeiro, Brasil, with professional address in 14, rue de la Terrassière, CH-1207 Geneva.

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of the document.

The document having been read and translated to the persons appearing, said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le huit décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société établie à City de Monrowie, Libéria sous la dénomination de "SHIRLEY INVESTMENTS INC.", avec siège social à 80, Broad Street, Libéria constituée sous le régime légal du Libéria, en date du 23 septembre 1993, enregistrée sous le numéro C-72393.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Raymond THILL, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Isabel DIAS, employée privée., avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Sylvie DUPONT, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Que les deux actionnaires de la société, représentant le capital total émis de la Société sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, en l'absence de convocation préalable, toutes les personnes présentes ou représentées à l'assemblée ayant accepté de se réunir après examen de l'ordre du jour.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1.- Entérinement et confirmations des résolutions adoptées par une assemblée générale des actionnaires de la Société tenue en date du 5 novembre 2009;

2.- Transfert du siège social de la Société à Luxembourg et changement de la nationalité de la Société actuellement de nationalité du Libéria en société de nationalité luxembourgeoise, sans dissolution antérieure de la Société;

3.- Approbation du bilan et de la situation patrimoniale d'ouverture de la Société devenue luxembourgeoise, tous les actifs et tous les passifs de la Société auparavant de nationalité du Libéria, tout compris et rien excepté, restant la propriété de la société luxembourgeoise qui continue à détenir tous les actifs et à assumer tout le passif et tous les engagements de la Société auparavant de nationalité du Libéria;

4.- Refonte totale des statuts de la Société en vue de son transfert et de sa continuation au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination de "SHIRLEY INVESTMENTS INC." et sous la forme d'une "société à responsabilité limitée";

5.- Confirmation de l'établissement du siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

6.- Nomination des gérants;

7.- Divers.

Après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après avoir vérifié qu'elle était régulièrement constituée, l'assemblée a pris, après délibération, à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale prend acte des résolutions d'une assemblée générale des actionnaires tenue en date du 5 novembre 2009, et à laquelle tous les actionnaires de la Société étaient présents ou représentés, de sorte que toutes les résolutions de cette assemblée précédente ont été adoptées par votes séparés mais unanimes, et l'Assemblée Générale prend acte que cette assemblée précédente a entre autres décidé du transfert du siège social de la Société du Libéria, vers la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et qu'à cette même assemblée précédente il a été décidé et pris acte, en conformité avec les lois sur les sociétés commerciales et la loi civile du Libéria, de même qu'en conformité avec les lois sur les sociétés commerciales et la loi civile du Grand-Duché de Luxembourg, que ce transfert du siège social aura lieu et sera exécuté sans dissolution et sans une quelconque forme de liquidation.

Par conséquent l'Assemblée Générale formellement confirme et entérine ladite résolution préalable, et décide d'examiner par la suite les autres points à l'ordre du jour de cette assemblée, en concordance avec cette résolution-ci.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide le transfert du siège social de la Société vers le Grand-Duché de Luxembourg et le changement de la nationalité de la Société, actuellement de nationalité du Libéria, en une société de nationalité luxembourgeoise, sans dissolution antérieure de la société.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale approuve la situation patrimoniale d'ouverture de la Société devenue luxembourgeoise, indiquant toutes les valeurs patrimoniales ainsi que toutes les rubriques du bilan de la société du droit belge, tel qu'établi à la date du 5 novembre 2009, et constate que tous les actifs et tous les passifs de la Société auparavant de nationalité du Libéria, tout compris et rien excepté, restent dans leur totalité la propriété de la Société luxembourgeoise qui continue à détenir tous les actifs ainsi qu'à assumer tout le passif et tous les engagements de la Société auparavant de nationalité du Libéria.

Ledit état financier, après signature "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentaire, demeurera annexé aux présentes pour être enregistré en même temps.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide d'adopter pour la Société la forme d'une "société à responsabilité limitée", comme prévu par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés, telle que modifiée, sous la dénomination de "SHIRLEY INVESTMENTS S.à r.l.", et d'adopter de nouveaux statuts de la Société, lesquels, après refonte totale, de manière à les rendre conformes à la loi luxembourgeoise, auront désormais la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}. Forme.** Il est formé par les comparants une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, par l'article 1832 du code civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Dénomination. La Société prend la dénomination sociale de "SHIRLEY INVESTMENTS S.à r.l."

Art. 3. Objet. La société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la Ville de Luxembourg en vertu d'une décision de la gérance.

La gérance pourra établir des filiales et des succursales au Luxembourg ou à l'étranger, où la gérance le jugera utile.

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représenté par deux (2) parts sociales d'une valeur nominale de six mille deux cent cinquante euros (6.250,- EUR) chacune.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant décision de l'associé unique ou résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés.

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Les créanciers ou ayants droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts.

10.1. Cession en cas d'un associé unique:

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

10.2. Cession en cas de pluralité d'associés:

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément de l'assemblée générale des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 11. Formalités. La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du code civil.

Art. 12. Rachat des parts sociales. La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Art. 13. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 14. Gérance. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés.

Le ou les gérants sont nommés avec ou sans limitation de durée par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés.

Lors de la nomination du ou des gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, le cas échéant, les pouvoirs et attributions des différents gérants.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés pourra décider la révocation d'un gérant, sans qu'il soit nécessaire d'en indiquer les motifs. Chaque gérant peut pareillement se démettre de ses fonctions. L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération de chaque gérant.

Art. 15. Majorités spéciales. Aucune résolution ne peut être adoptée par le(s) gérant(s) concernant la vente ou l'acquisition de filiales sans le vote favorable de l'associé unique, ou, le cas échéant, le vote favorable de plus de cinquante pour cent (50%) des parts présentes ou représentées à l'assemblée générale des associés.

Art. 16. Pouvoirs. Chaque gérant a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations, à condition qu'elles rentrent dans l'objet de la Société. Il a la signature sociale et le pouvoir de représenter la Société en justice soit en demandant soit en défendant.

Art. 17. Événements atteignant la gérance. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout événement similaire affectant le gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants cause d'un gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 18. Responsabilité de la gérance. Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 19. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la signature individuelle de tout gérant ou par la signature conjointe ou la signature individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature a été délégué par la gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 20. Décisions de l'associé ou des associés.

20.1. Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés. Dans ce cas les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.

20.2. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises lors d'une assemblée générale ou par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par la gérance aux associés par lettre recommandée.

Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 21. Décisions. Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés seront établies par écrit et consignées dans un registre tenu par la gérance au siège social. Les pièces constatant les votes des associés ainsi que les procurations leur seront annexées.

Art. 22. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 23. Bilan. Chaque année le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire des biens et des dettes et établit les comptes annuels conformément à la loi.

Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas de l'assemblée générale des associés.

Tout associé, ainsi que son mandataire, peut prendre au siège social communication de l'inventaire et des comptes annuels, au cours d'une période de quinze jours précédant la date de l'assemblée générale.

Art. 24. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légal; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou, selon le cas, l'assemblée générale des associés.

Art. 25. Dissolution, liquidation. Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 26. Disposition générale. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique ou les associés, selon le cas, se réfèrent aux dispositions légales en vigueur."

Certificat d'évaluation

Il résulte d'un certificat d'évaluation signé par le seul gérant que la valeur nette de la société est d'au moins EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) et que les biens immeubles dont elle est propriétaire en Grèce ne sont pas hypothéqués ni frappés d'aucun autre droit ou restriction au droit d'aliéner.

Paiement

Parmi les biens de la société se trouve un immeuble en Grèce comprenant un bâtiment situé à "Avlaki" Municipalité de Spetses Island, évalué à EUR 503.312,40 (valeur de bilan).

Les actions de la société sont réparties de la manière suivante entre les deux actionnaires:

Maria Thalia Carras	1 part sociale
Iannis Carras	1 part sociale
Total: deux parts sociales	2 parts sociales

Dispositions transitoires

1) La première année sociale après la continuation de la Société à Luxembourg, qui a commencé le 4 novembre 2009, au Liberia, se terminera le 31 décembre 2009.

2) La première Assemblée Générale Annuelle des actionnaires sous la loi luxembourgeoise se tiendra en 2010.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale confirme l'établissement du siège social de la Société à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, avec effet immédiat.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale fixe le nombre des gérants à un et nomme pour une durée indéterminée:

Maître Alberto Francisco BAUER, Avocat au Barreau de Genève, né le 14 juin 1949 à Rio de Janeiro, Brésil, avec adresse professionnelle au 14, rue de la Terrassière, CH-1207 Genève.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: R. Thill, I. Dias, S. Dupont et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 décembre 2009, LAC/2009/53966. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2010001977/408.

(090196101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Magen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 84, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 116.053.

—
Extrait des résolutions prises le 21 avril 2009 par l'associé unique

En date du 21 avril 2009, l'Associé unique de la Société, représentant la totalité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Accepter la démission de Luxembourg Corporation Company S.A., ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que Gérant de la Société avec effet immédiat;
2. Accepter la démission de Mr Doeke van der Molen, résidant professionnellement au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg en tant que Gérant de la Société avec effet immédiat;
3. De nommer Mr Claude Schmitz, résidant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg en tant que Gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée;
4. De nommer Mr Guy Hornick, résidant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg en tant que Gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 15 décembre 2009.

Luxembourg Corporation Company

Mandataire

Fabrice Geimer & Francois Cottong

Attorney in Fact A & Attorney in Fact B

Référence de publication: 2010002106/23.

(090196379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Wonderview S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 64.335.

—
*Extrait des résolutions prises lors
du Conseil d'administration du 16 décembre 2009*

- Le Conseil d'administration prend acte de la démission de Monsieur Aloyse May, avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 2-4, avenue Marie-Thérèse à L-2132 Luxembourg de son mandat de Président et d'administrateur avec effet immédiat.

- Le Conseil d'administration décide de coopter en remplacement Madame Sandrine Pellizzari, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010002143/20.

(090196189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Bee Bop S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 120.159.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Référence de publication: 2010002469/10.

(090195942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Alfa Alfa International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 75.617.

—
M. Constantin ALEXIOU démissionne de son poste de gérant avec effet immédiat.

Le siège social de la société situé jusqu'alors au 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 14 décembre 2009.

SOFINEX S.A.
Société Anonyme
Signature

Référence de publication: 2010002224/13.

(090196322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Romanshorn S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 120.571.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société Romanshorn S.A. décidée par acte du notaire Maître Jean-Joseph Wagner en date du 27 décembre 2007, a été clôturée lors de l'assemblée générale extraordinaire sous seing privé tenue en date du 27 novembre 2009.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2009.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2010002227/16.

(090196120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Aquir S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 77.712.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 18 décembre 2009 que, le mandat des organes sociaux étant venu à échéance, ont été renommés:

a) administrateurs

- Monsieur Claude GEIBEN, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve

- Monsieur Nicolas SCHAEFFER jr., maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve

- Madame Gabriele SCHNEIDER, directrice de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont

b) commissaire aux comptes

- Monsieur Pierre SCHMIT, directeur de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 2015.

Luxembourg, le 18 décembre 2009.

POUR EXTRAIT CONFORME
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
Signatures

Référence de publication: 2010002187/24.

(090196236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Entertainment Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 75.643.

M. Constantin ALEXIOU démissionne de son poste de gérant avec effet immédiat.

Le siège social de la société situé jusqu'alors au 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 14 décembre 2009.

SOFINEX S.A.
Société Anonyme
Signature

Référence de publication: 2010002223/13.

(090196319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Loke SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 76.303.

Extrait de Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 octobre 2009

Monsieur Lennart STENKE a démissionné de ses fonctions d'administrateur et d'administrateur-délégué de la société.

L'Assemblée a décidé de nommer aux postes d'administrateur et d'administrateur-délégué Monsieur Nicolas KRUCHTEN, né le 28 août 1957 à Luxembourg, domicilié 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg.

Les mandats de Monsieur Nicolas KRUCHTEN prendront fin à l'issue de l'Assemblée qui se tiendra en 2012.

Luxembourg, le 26 novembre 2009.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2010002274/16.

(090195836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Technology 13 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 119.947.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 29 décembre 2008

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Madame Nathalie Mager, employée privée, avec adresse professionnelle 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, et de Madame Helena Tonini Di-Vito, employée privée, avec adresse professionnelle 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg. Ces mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale statutaire qui se tiendra en 2015.

L'Assemblée décide de ratifier la nomination de Monsieur Pierfrancesco Ambrogio, employé privé, avec adresse professionnelle 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg au poste d'administrateur. Ce mandat se terminera lors de l'Assemblée Générale statutaire qui se tiendra en 2015.

L'Assemblée renouvelle le mandat de commissaire aux comptes de la société ALTER AUDIT S.à r.l., ayant son siège social au 69, rue de la Semois à L-2533 Luxembourg. Ce mandat se terminera lors de l'Assemblée Générale statutaire qui se tiendra en 2015.

Luxembourg, le 18 décembre 2009.

Pour extrait conforme
Pour la Société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2010002177/24.

(090195598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Café Europa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3616 Kayl, 2, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 75.462.

—
*Assemblée générale extraordinaire des actionnaires
de la société Café Europa Sàrl du 30/11/2009*

1) Les actionnaires acceptent la démission du gérant technique, Mons. FERREIRA José Arlindo, demeurant à RUMELANGE, rue Jean Krings N.: 47 avec effet immédiat.

KAYL, le 30/11/2009.

Certifié sincère et exact

Mons. PEREIRA Luis

Référence de publication: 2010002295/14.

(090195745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Sopa Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 125.044.

—
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée générale
ordinaire tenue de manière extraordinaire le 30 septembre 2008*

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Madame Nathalie Mager, employée privée, avec adresse professionnelle 8-10, Rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, et de Madame Helena Tonini-Di Vito, employée privée, avec adresse professionnelle 8-10, Rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg. Ces mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale statutaire qui se tiendra en 2014.

L'Assemblée décide de ratifier la nomination de Monsieur Pierfrancesco Ambrogio, employé privé, avec adresse professionnelle 8-10, Rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg au poste d'administrateur. Ce mandat se terminera lors de l'Assemblée Générale statutaire qui se tiendra en 2014.

L'Assemblée renouvelle le mandat de commissaire aux comptes de la société ALTER AUDIT S.à r.l., ayant son siège social au 69, Rue de la Semois à L-2533 Luxembourg. Ce mandat se terminera lors de l'Assemblée Générale statutaire qui se tiendra en 2014.

Luxembourg, le 18 décembre 2009.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010002175/24.

(090195613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Guardian SP3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.

R.C.S. Luxembourg B 150.058.

—
STATUTES

In the year two thousand and nine,

On the seventh day of December,

Before the undersigned Maître Emile SCHLESSER, notary public, residing in Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

There appeared:

"Guardian Europe S.à r.l.", a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office in L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser,

represented here by Mrs Malgorzata McELFRESH, private employee, residing in Strassen,

by virtue of a proxy given on 4 December 2009.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the proxy of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as hereabove stated, has required the officiating notary to document the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it deems to incorporate and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner of the shares created hereafter and all those who may become partners in future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the control, the management, as well as the development of these participations.

It may acquire any securities or rights by way of share participations, subscriptions, negotiations or in any other manner, participate in the establishment, development and control of any companies or enterprises and render them any assistance.

It may also acquire and develop patents and connected licenses.

The Company may carry out financial operations; it may perform all operations which contribute either directly or indirectly to the accomplishment of its object.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of "Guardian SP3 S.à r.l."

Art. 5. The registered office of the Company is established in Dudelange. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its partners. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or the board of managers. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.00) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.00) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least. The shares to subscribe shall be offered preferably to the existing partners, in proportion to the share in the capital represented by their shares.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among partners. Inter vivos, they may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who do not need to be partners.

The managers are appointed by the general meeting of partners which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of managers. In such case, the company will be bound in all circumstances by the sole signature of the chairman or of the vice-chairman of the board of managers or by the joint signatures of two members of the board of managers.

The board of managers may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13.1. The board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

In dealings with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the company's object.

The board of managers shall meet upon call by the chairman the vice-chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 13.2. The board of managers may only issue convertible debt instruments with the approval of (i) a majority of the partners of the Company, (ii) representing three quarters of the share capital. The partners shall specifically approve the material terms and conditions of each convertible debt issue and no general authorization may be granted to the board of managers to proceed to future issues of such convertible debt instruments without express indication of the material terms and conditions.

In case of approval of the convertible debt issue by the partners of the Company, such partners and all future partners shall be bound to comply with the terms and conditions thereof and in particular (i) to approve as new partners the holders of the convertible debt instruments exercising their conversion rights, (ii) to approve the issuance of a sufficient amount of shares of the Company in order to satisfy the conversion rights exercised, and (iii) generally, to do all things and take all actions that may reasonably be required in order to satisfy the terms and conditions of the relevant convertible debt issue.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the vice-chairman or by two managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the company.

Art. 16. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners

Art. 17. Each partner may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Collective decisions are only validly taken insofar they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. The sole partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 21. Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

E. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and Payment

All five hundred (500) shares have been subscribed by "Guardian Europe S.a r.l.", previously named.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.00) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on 31 December 2010.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand six hundred euro (EUR 1,600.00).

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the sole partner, representing the entirety of the subscribed capital has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.
2. The sole partner resolves to elect the following persons as members of the board of managers for an indefinite period:
 - a) Mr. Jean-Luc PITSCH, Managing Director and Chief Financial Officer, with professional address in L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser,
 - b) Mr. Jean-Pierre de BONHOME, Director of Companies, with professional address in L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser,
 - c) Mr Gabor HAKALY, European Treasurer, with professional address in L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation and that in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by name, surname, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille neuf,

Le sept décembre,

Pardevant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

A comparu:

"Guardian Europe S.à r.l.", une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser,

ici représentée Madame Malgorzata McELFRESH, employée privée, demeurant à Strassen,

en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée le 4 décembre 2009.

La procuration, signée "ne varietur" par la représentante de la comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, le contrôle, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

Elle peut faire l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de négociation et de toute autre manière, participer à la création, au développement et au contrôle de toutes sociétés ou entreprises et leur prêter tous concours.

Elle peut en outre faire l'acquisition et la mise en valeur de brevets et licences connexes.

Elle pourra accomplir des opérations financières; elle pourra effectuer toutes les opérations qui contribuent directement ou indirectement à la réalisation de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de "Guardian SP3 S.à r.l.".

Art. 5. Le siège social est établi à Dudelange. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par simple décision du gérant ou du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00), représentée par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital qui représente leurs parts sociales.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Ils sont librement et à tout moment révocables.

En cas de plusieurs gérants, la Société est administrée par un conseil de gérance. Dans ce cas, la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du président ou du vice-président du conseil de gérance ou par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13.1. Le conseil de gérance choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président, du vice-président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil

de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par visioconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 13.2. Le conseil de gérance ne pourra procéder à l'émission d'instruments de dette convertible qu'avec l'accord de la majorité des associés de la Société, représentant les trois quarts du capital social. Les associés devront spécifiquement donner leur accord sur les termes et conditions matériels de chaque émission de dette convertible et aucune autorisation générale ne pourra être accordée au conseil de gérance afin de procéder à de futures émissions d'instruments de dette convertible sans indication expresse des termes et conditions matériels.

En cas d'agrément de l'émission d'une dette convertible par les associés de la Société, lesdits associés et tous associés futurs seront tenus de se conformer à ses termes et conditions et en particulier (i) d'agrée en tant que nouveaux associés les détenteurs d'instruments de dette convertible exerçant leurs droits de conversion, (ii) d'agrée rémission d'un nombre suffisant de parts sociales de la Société afin de répondre aux droit de conversion exercés, et (iii) de manière générale, d'effectuer toutes opérations et mener toutes actions qui peuvent raisonnablement être exigées afin de remplir les termes et conditions de l'émission de dette convertible concernée.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président, par le vice-président ou par deux gérants.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 18. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 19. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 20. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 21. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 22. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonction, ou par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et Libération

L'intégralité des cinq cents (500) parts sociales ont été souscrites par "Guardian Europe S.à r.l.", prénommée.

Les parts ainsi souscrites sont entièrement libérées de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2010.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille six cents euros (EUR 1.600,00).

Résolutions

Et aussitôt l'associée unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social de la Société est établi à L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.

2.- L'associée unique décide d'élire les personnes suivantes au conseil de gérance pour une durée indéterminée:

a) Monsieur Jean-Luc PITSCH, "Managing Director et Chief Financial Officer", avec adresse professionnelle à L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser,

b) Monsieur Jean-Pierre de BONHOME, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser,

c) Monsieur Gabor HARAKALY, "European Treasurer", avec adresse professionnelle à L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes

Et après lecture faite et interprétation donnée à la représentante de la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Melfresh, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 décembre 2009. Relation: LAC / 2009 / 53376. Reçu soixante-quinze euros 75,00€

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Pour copie conforme.

Luxembourg, le 15 décembre 2009.

Référence de publication: 2010001981/319.

(090196490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Georse 4, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8264 Mamer, 23, Ro'dewé.

R.C.S. Luxembourg B 42.586.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010002497/10.

(090195975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2009.